

CONDITIONS GÉNÉRALES DE COMMERCIALISATION DES PLANTS DE POMMES DE TERRE 2018

**avec
Règlement d'arbitrage afférent
juin 2018**

Établies par

la NAO (Organisation néerlandaise de la pomme de terre),
LTO Nederland (Syndicat agricole néerlandais)
la VAVI (Association pour l'Industrie de transformation de la pomme de terre)
le NAV (Syndicat néerlandais des exploitations agricoles)

Déposées au Greffe du Tribunal de grande instance de La Haye au mois de juin 2018

En cas de litige sur l'interprétation du texte, seul le texte rédigé en néerlandais fait foi. Bien que la traduction française/allemande suivante tente de reproduire le plus fidèlement possible le texte néerlandais, aucune responsabilité à quelque titre que ce soit n'est acceptée quant à l'exactitude de cette traduction. Il est donc recommandé de prendre connaissance du texte néerlandais en plus de cette traduction.
Les Annexes V Modèles (Confirmation d'achat (de vente) et de commande) ne sont pas incluses dans cette traduction.

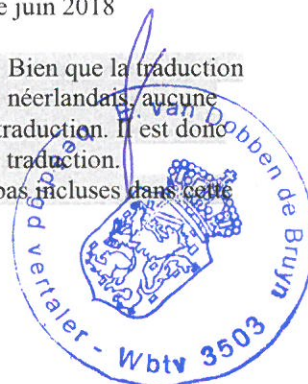


TABLE DES MATIÈRES

I CONDITIONS GÉNÉRALES DE COMMERCIALISATION DES PLANTS DE POMMES DE TERRE 2018	3
Chapitre I DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
ARTICLE 1 DISPOSITION INTRODUCTIVE	3
ARTICLE 2 APPLICABILITÉ DES CONDITIONS	3
ARTICLE 3 PÉRIODES	4
Chapitre II OFFRE / CONFIRMATION DE CONTRATS	4
ARTICLE 4 OFFRE	4
ARTICLE 5 TENEUR DE LA CONFIRMATION	4
ARTICLE 6 CONTESTATION DU CONTENU D'UNE CONFIRMATION	5
ARTICLE 7 CROISEMENT DE CONFIRMATIONS	5
Chapitre III INTERMÉDIAIRE	5
ARTICLE 8 COMMISSION DE INTERMÉDIAIRE	5
Chapitre IV QUALITÉ ET CALIBRE, ORDRE DES LIVRAISONS	5
ARTICLE 9 PLANTS DE POMMES DE TERRE	5
ARTICLE 10 ORDRE CHRONOLOGIQUE DES LIVRAISONS PARTIELLES	5
ARTICLE 11 DÉCLASSEMENT IMPUTABLE ET NON IMPUTABLE	6
ARTICLE 12 NOUVEAU TRI	6
ARTICLE 13 CALIBRE	6
ARTICLE 14 DEVOIR D'INFORMATION	6
ARTICLE 15 VARIÉTÉS AVEC DROIT D'OBTENTION VÉGÉTALE	6
Chapitre V ÉCHANTILLONNAGE ET POIDS	7
ARTICLE 16 ÉCHANTILLONNAGE	7
ARTICLE 17 DÉTERMINATION DU POIDS	7
ARTICLE 18 QUANTITÉ EN POIDS PLUS OU MOINS/APPROXIMATIF	7
ARTICLE 19 CHARGEMENT EN VRAC	7
Chapitre VI EMBALLAGE	7
ARTICLE 20 GÉNÉRALITÉS	7
ARTICLE 21 EMBALLAGE DE L'ACHETEUR	7
ARTICLE 22 EMBALLAGE DU VENDEUR	8
Chapitre VII TRANSPORT	8
ARTICLE 23 COÛTS ET RISQUES	8
ARTICLE 24 INSTRUCTIONS DE L'ACHETEUR	8
ARTICLE 25 PROTECTION CONTRE LE GEL	8
ARTICLE 26 SÉPARATION DES LOTS	9
ARTICLE 27 INFORMATIONS ET DOCUMENTS	9
Chapitre VIII TRANSFERT DU RISQUE	9
ARTICLE 28 TRANSFERT DU RISQUE	9
Chapitre IX LIVRAISONS	9
ARTICLE 29 LIVRAISONS SUR APPEL	9
ARTICLE 30 MOMENT DE LIVRAISON	9
ARTICLE 31 LIEU DE LIVRAISON	10
ARTICLE 32 HEURES D'ATTENTE	10
Chapitre X INSPECTION, PLAINTES, EXPERTISE, PROCÉDURE D'EXPERTISE	
ÉCHECS ET DOMMAGES-INTÉRÊTS	10



ARTICLE 33 INSPECTION, PLAINTES ET EXPERTISE	10
ARTICLE 34 PROCÉDURE D'EXPERTISE	11
ARTICLE 35 ÉCHECS ET DOMMAGES-INTÉRÊTS	11
Chapitre XI NON-RESPECT DU CONTRAT	12
Article 36 CONSÉQUENCES DU NON-RESPECT DU CONTRAT, MISE EN DEMEURE	12
ARTICLE 37 METTRE EN DEMEURE À L'AVANCE	12
ARTICLE 38 PRESCRIPTION	12
Chapitre XII LIVRAISONS POUR L'EXPORTATION	12
ARTICLE 39 EXIGENCES EN MATIÈRE D'EXPORTATION	12
ARTICLE 40 RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'EXPORTATION	13
ARTICLE 41 RÉINSPECTION À L'EXPORTATION	13
ARTICLE 42 RISQUE DE BARRIÈRES À L'IMPORTATION ET À L'EXPORTATION	13
ARTICLE 43 MODIFICATION DU LIEU DE LIVRAISON	13
Chapitre XIII PAIEMENT	13
ARTICLE 44 PRIX	13
ARTICLE 45 DÉLAI DE PAIEMENT	14
Chapitre XIV CONSÉQUENCES D'UN RETARD DE PAIEMENT	14
ARTICLE 46 INTÉRÊTS	14
ARTICLE 47 FRAIS DE RECOUVREMENT EXTRAJUDICIAIRE	14
ARTICLE 48 SUSPENSION DES LIVRAISONS ULTÉRIEURES / DISSOLUTION	14
ARTICLE 49 RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ	14
Chapitre XV INSOLVABILITÉ	14
ARTICLE 50 CONSÉQUENCES DE L'INSOLVABILITÉ	14
Chapitre XVI DOMMAGES	15
ARTICLE 51 DOMMAGES-INTÉRÊTS	15
ARTICLE 52 CALCUL DE L'INDEMNISATION DES DOMMAGES DIRECTS	15
ARTICLE 53 DEVOIR DE LIMITATION DES DOMMAGES	15
Chapitre XVII FORCE MAJEURE	15
ARTICLE 54 CONSÉQUENCES DE LA FORCE MAJEURE	15
Chapitre XVIII RÈGLEMENT D'ARBITRAGE	16
ARTICLE 55 CLAUSE D'ARBITRAGE	16
Chapitre XIX DISPOSITIONS FINALES	16
ARTICLE 56 MODIFICATION OU CADUCITÉ DES CONDITIONS	16
I RÈGLEMENT D'ARBITRAGE ACCOMPAGNANT LES CONDITIONS GÉNÉRALES DE COMMERCIALISATION DES PLANTS DE POMMES DE TERRE 2018	18
ARTICLE 1 LISTE D'ARBITRES	18
ARTICLE 2 BUREAU D'ARBITRAGE	18
ARTICLE 3 NOTIFICATIONS	18
ARTICLE 4 COMMISSION D'ARBITRAGE	18
ARTICLE 5 EXPIRATION DES DÉLAIS POUR DEMANDER L'ARBITRAGE	18
ARTICLE 6 DEMANDE D'ARBITRAGE	19
ARTICLE 7 AVANCE SUR LES FRAIS D'ARBITRAGE	19
ARTICLE 9 DÉFENSE DE LA PARTIE ADVERSE	19
ARTICLE 9 RÉPLIQUE ET DUPLIQUE EN PREMIÈRE INSTANCE	19
ARTICLE 10 MODIFICATION DES DEMANDES INTRODUITES	20



ARTICLE 11 FRAIS D'ARBITRAGE LORS DU RETRAIT DES DEMANDES	20
ARTICLE 12 NOMINATION DE LA COMMISSION D'ARBITRAGE	20
ARTICLE 13 RÉCUSATION DES ARBITRES	20
ARTICLE 14 SUITE DE LA PROCÉDURE	21
ARTICLE 15 SENTENCE ARBITRALE	21
III ANNEXE AUX CONDITIONS GÉNÉRALES DE COMMERCIALISATION DES PLANTS DE POMMES DE TERRE 2018	23
IV COMMENTAIRES EXPLICATIFS SUR LES CONDITIONS GÉNÉRALES DE COMMERCIALISATION DES PLANTS DE POMMES DE TERRE 2018 ET SUR LE RÈGLEMENT D'ARBITRAGE AFFÉRENT	24

I CONDITIONS GÉNÉRALES DE COMMERCIALISATION DES PLANTS DE POMMES DE TERRE 2018

Chapitre 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 DISPOSITION INTRODUCTIVE

1. Les présentes conditions accompagnées du Règlement d'arbitrage afférent ont été établies par l'Organisation néerlandaise de la pomme de terre (NAO), le Syndicat agricole néerlandais (LTO Nederland), l'Association pour l'Industrie de transformation de la pomme de terre (VAVI) et le Syndicat néerlandais des exploitations agricoles (NAV) au mois de juin 2018. Elles ont été déposées au greffe du tribunal de grande instance de La Haye et **sont valables à partir du 1^{er} juillet 2018.**
2. Dans les présentes conditions, les termes suivants ont la signification ci-dessous :
Plants de pomme de terre : Les plants de pommes de terre qui sont pourvus d'un certificat d'inspection délivré par le NAK ;
Annexe : Annexe aux présentes conditions avec une disposition supplémentaire pour les plants coupés dans le cas où l'acheteur coupe ou fait couper les plants ;
NAK : Service général néerlandais de contrôle de semences agricoles et de plants ;
NVWA : Autorité néerlandaise de surveillance des produits de consommation.

ARTICLE 2 APPLICABILITÉ DES CONDITIONS

1. S'il est fait référence aux présentes conditions dans la confirmation écrite d'un contrat d'achat et de vente de plants de pommes de terre établi par les parties, les dispositions des présentes conditions s'appliquent à ce contrat, à l'exception de l'annexe.
2. S'il est fait référence aux présentes conditions dans une confirmation écrite établie par les parties en ce qui concerne un contrat dans le cadre duquel l'intermédiaire conclut un contrat d'achat et de vente de plants de pommes de terre pour le compte de son donneur d'ordre, les dispositions des présentes conditions s'appliquent à ce contrat, à l'exception de l'annexe.
3. Il peut être fait référence aux présentes conditions par des indications telles que « Conditions générales de commercialisation des plants de pommes de terre 2018 » ou « les dernières Conditions générales de commercialisation des plants de pommes de terre déposées au greffe ».
4. Si les parties souhaitent l'applicabilité des conditions, y compris l'annexe, au cas où l'acheteur coupe ou fait couper des plants de pommes de terre, cela doit être explicitement mentionné dans la confirmation écrite.
5. Les parties peuvent déroger aux présentes conditions.



ARTICLE 3 PÉRIODES

Dans les présentes conditions, les périodes suivantes ont la signification ci-dessous :

heure de travail	: toute heure comprise entre 8h00 et 17h00 d'un jour ouvrable ;
jour ouvrable	: tout jour autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié officiel ;
semaine	: une période de sept jours consécutifs ;
mois	: une période de trente jours consécutifs ;
première moitié d'un mois	: la période allant du premier au quinzième jour civil inclus d'un mois civil
deuxième moitié d'un mois	: la période allant du seizième au dernier jour civil inclus d'un mois civil.

Si la fin d'une période ne tombe pas sur un jour ouvrable, ladite période est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Chapitre II OFFRE / CONFIRMATION DE CONTRATS

ARTICLE 4 OFFRE

Les offres sont réputées être faites sans engagement.

ARTICLE 5 TENEUR DE LA CONFIRMATION

1. Tout contrat auquel les présentes conditions s'appliquent, toute dérogation aux présentes conditions et, de préférence, également toute autre condition convenue par la suite par les parties, doivent être confirmés par écrit par les parties.
2. Sauf preuve contraire, la confirmation est réputée contenir l'intégralité des conditions convenues.
3. Données devant être mentionnées :
 - a) le nom et l'adresse de l'acheteur, du vendeur et de l'intermédiaire éventuel ;
 - b) la déclaration d'applicabilité des présentes conditions ou la référence auxdites conditions ;
 - c) la quantité : le poids en kg (fixe, « plus ou moins », net ou brut) et la production éventuelle par surface de parcelle avec indication éventuelle du numéro du producteur ou de la parcelle ;
 - d) la variété ;
 - e) le type de sol/l'origine ;
 - f) l'année de récolte ;
 - g) le calibre (suggestion : 28-35, 35-40, 40-45, 45-50, 50-55), ainsi que les frais supplémentaires pour le tri ;
 - h) la classe ;
 - i) l'heure et le lieu de livraison ;
 - j) l'emballage ;
 - k) le prix par 100 kg ou le prix d'achat total ou le mode de détermination du prix ;
 - l) le délai de paiement ;
 - m) les conditions particulières, y compris toute dérogation ou tout ajout aux présentes conditions générales de commercialisation, telles que l'applicabilité des conditions générales et de l'annexe en ce qui concerne les plants de pommes de terre coupés dans le cas où l'acheteur coupe ou fait couper les plants de pommes de terre ;
 - n) le lieu et la date de conclusion du contrat ;
 - o) la signature du vendeur, de l'acheteur et de l'intermédiaire éventuel.



ARTICLE 6 CONTESTATION DU CONTENU D'UNE CONFIRMATION

Toute contestation du contenu d'une confirmation doit être faite par lettre recommandée, télécopie ou courrier électronique avec accusé de réception dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la réception de la confirmation, faute de quoi le destinataire de la confirmation est réputé avoir accepté le contenu de celle-ci.

ARTICLE 7 CROISEMENT DE CONFIRMATIONS

Si et dans la mesure où le contenu des confirmations croisées diffère, le contenu de la confirmation du vendeur prévaut, sous réserve de contestation de l'acheteur conformément à l'article précédent.

S'il est question d'une confirmation d'un intermédiaire, elle prévaut sur celle du vendeur et de l'acheteur.

Chapitre III INTERMÉDIAIRES

ARTICLE 8 COMMISSION DE L'INTERMÉDIAIRE

1. Le donneur d'ordre et l'intermédiaire doivent convenir à l'avance de la commission pour les services à fournir par l'intermédiaire.
2. La commission est due sur la quantité de plants de pommes de terre faisant l'objet du contrat conclu par l'intermédiaire.
3. La commission doit être payée dans les 30 jours suivant la facturation.
4. En cas de retard de paiement de la commission, les articles 46 (intérêts) et 47 (frais de recouvrement extrajudiciaire) s'appliquent mutatis mutandis.

Chapitre IV QUALITÉ ET TRI, ORDRE DES LIVRAISONS

ARTICLE 9 PLANTS DE POMMES DE TERRE

Les plants de pommes de terre :

- a) ne doivent pas avoir été traités de manière à nuire à la capacité de germination. Le vendeur informe l'acheteur sur demande des traitements contre les maladies de conservation.
- b) sont ceux de la récolte à laquelle se rapporte la saison de vente au cours de laquelle la livraison doit être effectuée.
- c) doivent, lorsqu'ils sont expédiés en vrac, être chargés dans des moyens de transport qui ont été nettoyés et désinfectés conformément au protocole d'hygiène de la PCC (Commission néerlandaise de Contact pour les Semences de Pommes de terre).
- d) doivent, lors du chargement, respecter la température conformément aux « Instructions pour le contrôle des lots de plants de pommes de terre » du NAK.

ARTICLE 10 ORDRE CHRONOLOGIQUE DES LIVRAISONS PARTIELLES

1. Si un producteur a vendu des quantités de sa production de plants de pommes de terre d'une variété, d'une classe et d'un calibre spécifiques à différents acheteurs et que le total de ces ventes dépasse la récolte du vendeur, il doit livrer ou réserver en totalité la quantité du premier contrat conclu et ensuite livrer ou réserver en totalité, dans l'ordre chronologique des dates des contrats de vente, chacune des quantités suivantes vendues ; si le vendeur n'est finalement pas en mesure de livrer la totalité des quantités vendues, il n'est libéré de son obligation de verser des dommages-intérêts pour livraison incomplète que s'il a fait une réserve, relativement à la quantité à livrer, dans les contrats de vente pour lesquels il n'est pas en mesure de remplir son obligation de livraison.



2. Si un producteur n'est pas en mesure de livrer toutes les quantités vendues, il en informe les acheteurs dès qu'il en a connaissance. Cela ne libère pas le vendeur de son obligation de verser des dommages-intérêts.

ARTICLE 11 DÉCLASSEMENT IMPUTABLE ET NON IMPUTABLE

1. Si le NAK classe les plants de pommes de terre d'un certain numéro de producteur vendus par le vendeur dans une classe d'inspection inférieure à celle spécifiée dans le contrat pertinent pour la vente et l'achat desdits plants de pommes de terre, l'acheteur peut :
 - a) soit résilier le contrat sans aucun droit à des dommages-intérêts ;
 - b) soit exiger la livraison des plants de pommes de terre de la classe inférieure au prix d'achat stipulé dans le contrat pour la classe supérieure.
2. Si le déclassement est imputable au vendeur, l'acheteur peut :
 - a) soit résilier le contrat et réclamer des dommages-intérêts ;
 - b) soit exiger la livraison des plants de pommes de terre de la classe inférieure au prix d'achat stipulé dans le contrat pour la classe supérieure, ainsi que des dommages-intérêts complémentaires.

ARTICLE 12 NOUVEAU TRI

Si le NAK exige un nouveau tri comme condition pour la certification dans la classe convenue et que l'acheteur le souhaite, le vendeur est tenu, à condition que cela permette de certifier une partie substantielle du lot, de trier à ses frais à nouveau les plants de pommes de terre concernés et l'acheteur est tenu d'acheter ensuite les plants certifiés par le NAK.

ARTICLE 13 CALIBRE

En ce qui concerne le calibre, les plants de pommes de terre sont livrés tels que fournis par le champ, c'est-à-dire sans tri ni ajout de calibres ou de calibres intermédiaires.

ARTICLE 14 DEVOIR D'INFORMATION

Si la production d'une certaine parcelle est vendue (dans un ou plusieurs calibres), le vendeur est tenu, à la demande de l'acheteur, d'autoriser immédiatement et par écrit l'acheteur à consulter au NAK toutes les données relatives à l'entreprise du vendeur qui sont pertinentes pour l'acheteur en ce qui concerne l'année de récolte en question, faute de quoi le vendeur est redevable à l'acheteur d'une pénalité d'un montant de 10 % du prix d'achat des plants de pommes de terre vendus à l'acheteur par le vendeur de cette année de récolte, sans préjudice du droit de l'acheteur à des dommages-intérêts.

ARTICLE 15 VARIÉTÉS AVEC DROIT D'OBTENTION VÉGÉTALE

Les plants de pommes de terre des variétés bénéficiant d'un droit d'obtention végétale ne peuvent être utilisés pour la multiplication ultérieure de la variété que si l'acheteur indique par écrit au producteur ou à son représentant, avant de planter les plants de pommes de terre, qu'il utilisera lesdits plants de la variété pour la multiplication ultérieure. L'acheteur reconnaît que pour la multiplication ultérieure de la variété, il doit verser une rémunération équitable au producteur ou à son représentant, imposée par ces derniers. Si l'acheteur ne remplit pas cette obligation, le producteur ou son représentant est en droit de réclamer des dommages-intérêts, y compris le manque à gagner.



Chapitre V ÉCHANTILLONNAGE ET POIDS

ARTICLE 16 ÉCHANTILLONNAGE

Lors de la vente de la production (dans un ou plusieurs calibres) d'une certaine parcelle, l'acheteur a le droit de prélever des échantillons sur le terrain et/ou sur le lot. L'acheteur doit en informer le vendeur, afin que ce dernier puisse être présent.

ARTICLE 17 DÉTERMINATION DU POIDS

Le poids est déterminé par et aux frais du vendeur. L'acheteur et le vendeur doivent avoir réciproquement la possibilité d'assister à la pesée et ont droit à un bulletin de pesée.

ARTICLE 18 QUANTITÉ EN POIDS PLUS OU MOINS/APPROXIMATIF

1. Si une certaine quantité en poids « plus ou moins » ou approximatif a été vendue, le vendeur a droit à une marge de 5 % en plus ou en moins à la livraison.
2. Si une quantité en poids plus ou moins ou approximatif vendue se rapporte à la totalité du contenu d'un entrepôt spécifique ou à la production d'une parcelle spécifique de plants de pommes de terre, le vendeur est tenu de livrer la totalité du contenu ou de la production, et l'acheteur est tenu de réceptionner ce dernier ou cette dernière.

Si le poids en question :

- a) est inférieur à la quantité plus ou moins ou approximative de la quantité en poids vendue, le vendeur est responsable du manque dans la mesure où ce dernier dépasse 10 % de ladite quantité en poids vendue ;
- b) est supérieur à la quantité plus ou moins ou approximative de la quantité en poids vendue, l'acheteur n'est pas tenu de réceptionner la quantité en plus dans la mesure où elle dépasse 10 % de ladite quantité en poids vendue ;

ARTICLE 19 CHARGEMENT EN VRAC

1. Dans le cas d'un chargement en vrac, le vendeur dispose d'une marge de 2,5 % en plus ou en moins par rapport à la quantité en poids à charger.
2. En cas de chargement en vrac d'une quantité à acheter en livraisons partielles, la quantité achetée sera la somme des poids livrés des livraisons partielles, avec une marge de 2,5 % en plus ou en moins uniquement autorisée sur le poids livré de la dernière livraison partielle.
3. Dans les cas mentionnés aux paragraphes 1 et 2 du présent article, le règlement de la quantité livrée en plus ou en moins par rapport à la quantité contractuelle s'effectue toujours au prix du jour.

Chapitre VI EMBALLAGE

ARTICLE 20 GÉNÉRALITÉS

1. Les plants de pommes de terre doivent être livrés dans l'emballage convenu.
2. L'emballage doit être conforme aux réglementations imposées par le NAK ou d'autres autorités compétentes.

ARTICLE 21 EMBALLAGE DE L'ACHETEUR

1. En cas de livraison dans l'emballage de l'acheteur, ce dernier doit mettre franco à la disposition du vendeur la quantité requise en temps utile, mais au moins 5 jours ouvrables avant le jour de la livraison (partielle).
2. Si l'acheteur n'a pas mis l'emballage à la disposition du vendeur en temps utile, le vendeur est en droit - après avoir mis l'acheteur en demeure et après l'écoulement d'un délai



supplémentaire de deux jours ouvrables - de livrer dans un emballage non marqué, aux frais de l'acheteur. Le vendeur doit immédiatement informer l'acheteur de ses intentions.

ARTICLE 22 EMBALLAGE DU VENDEUR

1. En cas d'achat dans l'emballage du vendeur, les parties sont réputées avoir convenu du prix d'achat incluant l'emballage du vendeur.
2. En cas d'achat sans l'emballage du vendeur, l'acheteur sera facturé au prix coûtant pour la livraison dans l'emballage du vendeur.
3. L'acheteur doit payer la consigne facturée par le vendeur pour les emballages ou les palettes selon le mode de paiement convenu.
4. Le vendeur doit rembourser toute consigne reçue dans les dix jours ouvrables suivant le retour des emballages ou des palettes, moins les déductions pour les unités endommagées ou inutilisables.

Chapitre VII TRANSPORT

ARTICLE 23 COÛTS ET RISQUES

1. Les coûts et les risques du transport sont supportés par le vendeur jusqu'au moment de la livraison et par l'acheteur par la suite.
2. Les frais de réfrigération pendant le transport sont à la charge de l'acheteur jusqu'au moment de la livraison.

ARTICLE 24 INSTRUCTIONS DE L'ACHETEUR

Le vendeur doit suivre les instructions de l'acheteur concernant les moyens de transport, la protection contre le gel, le refroidissement et le chargement, qui sont données en temps utile avant le début du chargement.

ARTICLE 25 PROTECTION CONTRE LE GEL

1. L'acheteur décide de la protection contre le gel à appliquer aux moyens de transport ; la nature de cette protection doit être précisée par l'acheteur en même temps que les instructions de chargement sont données au vendeur.
2. Si l'acheteur ne donne pas d'instructions concernant la protection contre le gel en temps utile avant le début du chargement, le vendeur doit d'abord essayer de recevoir ces instructions de l'acheteur. S'il n'y arrive pas, le vendeur doit appliquer la protection contre le gel à sa propre discrétion.
3. Les coûts de la protection contre le gel sont à la charge de l'acheteur.
4. Si le vendeur, malgré la réception en temps utile d'un appel et/ou d'une instruction de chargement, livre plus tard que convenu par les parties, les frais de protection contre le gel sont à la charge du vendeur si, pour une livraison en temps utile dans des conditions normales de transport, la protection contre le gel n'aurait pas été nécessaire.
5. En cas de protection contre le gel, les portes et les trappes doivent être soigneusement fermées.
6. Les moyens de transport isothermes ne doivent pas être pourvus d'une protection contre le gel, sauf à la demande expresse de l'acheteur. Cependant, les parties métalliques internes (parois et fond) doivent être isolées avec un matériau isolant pour éviter tout contact avec les plants de pommes de terre.
7. Si la protection contre le gel a été appliquée correctement, l'acheteur est responsable de tout dommage dû au gel pendant le transport.



ARTICLE 26 SÉPARATION DES LOTS

Si des lots de plus d'une variété, d'un calibre, d'une classe d'inspection ou d'une origine sont chargés dans le même moyen de transport, le vendeur doit s'assurer qu'une séparation est posée afin que l'acheteur puisse immédiatement distinguer les différentes variétés, calibres, classes d'inspection et origines lors du déchargement.

ARTICLE 27 INFORMATIONS ET DOCUMENTS

L'acheteur fournit en temps utile au vendeur les informations et documents nécessaires à l'expédition des plants de pommes de terre.

Chapitre VIII TRANSFERT DU RISQUE

ARTICLE 28 TRANSFERT DU RISQUE

1. Le risque relatif aux plants de pommes de terre est toujours transféré du vendeur à l'acheteur à partir du moment de la livraison.
2. Le vendeur est tenu de prendre soin des plants de pommes de terre jusqu'à la livraison, y compris un stockage approprié. Les frais afférents sont à son compte.
3. L'acheteur est tenu après la livraison de prendre soin des plants de pommes de terre, y compris un stockage approprié. Les frais afférents sont à son compte.

Chapitre IX LIVRAISONS

ARTICLE 29 LIVRAISONS SUR APPEL

1. Si une livraison sur appel a été convenue, l'acheteur doit appeler en temps utile à un moment qui peut être considéré comme raisonnable, étant entendu qu'un délai d'une semaine est en tout cas considéré comme raisonnable. Si l'acheteur ne donne pas au vendeur la possibilité de livrer les plants de pommes de terre appelés avant ou au moment convenu, le vendeur n'est pas responsable des conséquences qualitatives qui en découlent.
2. En cas de livraison par un producteur, l'acheteur doit appeler la livraison au moins 5 jours ouvrables avant la livraison dans le cas de lots supérieurs à 50 tonnes de culture, et au moins 3 jours ouvrables avant la livraison dans le cas de lots de 50 tonnes de culture ou moins, étant entendu qu'un appel de 25 tonnes de culture par jour est considéré comme raisonnable.

ARTICLE 30 MOMENT DE LIVRAISON

1. **Chargement et transport par le vendeur**

Si le vendeur exécute le chargement du moyen de transport et le transport des plants de pommes de terre à un endroit spécifié par l'acheteur, le moment de la livraison est réputé être le moment après le déchargement du produit à l'endroit susmentionné.

2. **Chargement par le vendeur, transport par l'acheteur**

Si l'acheteur exécute le transport des plants de pommes de terre à un endroit qu'il a spécifié, et que le vendeur effectue le chargement du moyen de transport, le moment de la livraison est réputé être le moment après le chargement du moyen de transport.

3. **Chargement et transport par l'acheteur**

Si l'acheteur exécute le chargement du moyen de transport et le transport des plants de pommes de terre à un endroit qu'il a spécifié, le moment de la livraison est le moment où le produit est proposé au chargement par le vendeur.

4. Si aucun délai de livraison n'a été convenu, la livraison a lieu dans un délai d'une semaine suivant le jour de la conclusion du contrat.



5. Si la livraison doit être effectuée à une certaine date ou dans une plage horaire spécifique, l'acheteur doit communiquer une semaine à l'avance le moment auquel il demande la livraison.
6. En cas de « livraison directe », la livraison doit avoir lieu dans les trois jours ouvrables suivant le jour de la conclusion du contrat.
7. Si l'acheteur ne donne pas au vendeur la possibilité de livrer les lots dans les délais fixés d'une semaine et de trois jours aux paragraphes 4 et 5 et au paragraphe 6 respectivement, le vendeur n'est pas responsable des conséquences qualitatives qui en découlent.

ARTICLE 31 LIEU DE LIVRAISON

1. La livraison est effectuée aux Pays-Bas, au lieu de chargement le plus approprié pour le vendeur.
2. En cas de vente « ex », la livraison doit se faire à partir de la région d'origine convenue, avec un maximum de 3 lieux de chargement dans la même province par chargement et par calibre.
3. En cas de vente « par véhicule », « par wagon » ou « en conteneur », le vendeur doit charger respectivement le véhicule ou le wagon ou le conteneur.
4. En cas de vente « franco » lieu de destination, la livraison doit être effectuée à la destination convenue.

ARTICLE 32 HEURES D'ATTENTE

1. Si les plants de pommes de terre sont livrés par le vendeur à ou aux alentours d'une heure convenue, mais ne peuvent être déchargés, ou sont enlevés par l'acheteur mais ne peuvent être chargés, et qu'il en résulte des heures d'attente, les deux premières heures d'attente sont à la charge de la partie qui attend. Les autres heures d'attente restantes sont au compte de l'autre partie.
2. Si les pommes de terre sont livrées par le vendeur ou enlevées par l'acheteur avant ou aux alentours d'une heure convenue, les heures d'attente éventuelles sont à sa charge, sauf si et dans la mesure où ces heures d'attente peuvent être imputées à l'autre partie.

Chapitre X INSPECTION, PLAINTES, EXPERTISE, PROCÉDURE D'EXPERTISE, ÉCHECS ET DOMMAGES-INTÉRÊTS

ARTICLE 33 INSPECTION, PLAINTES ET EXPERTISE

1. L'acheteur est tenu de vérifier soigneusement si les plants de pommes de terre répondent aux conditions convenues et de faire part de ses plaintes au vendeur dans les meilleurs délais, mais au plus tard 24 heures après le moment de la livraison, auquel cas la partie chez qui se trouvent les plants de pommes de terre doit les conserver soigneusement en vue d'une expertise éventuelle.
2. Si, en cas de revente, la livraison doit être effectuée sans transbordement, le ou les revendeurs intermédiaires doivent immédiatement transmettre les éventuelles réclamations à la personne auprès de laquelle l'achat a été effectué.
3. Sauf en cas de chargement en vrac, l'acheteur doit décharger les plants de pommes de terre à la demande du vendeur en cas de plainte. En cas de chargement en vrac, les plants de pommes de terre doivent être retournés au vendeur en cas de plainte. Si les plaintes s'avèrent infondées, tous les frais encourus du fait des plaintes alléguées sont au compte de l'acheteur.



4. Si le vendeur n'accepte pas la plainte le premier jour après la livraison ou n'y répond pas, l'acheteur doit demander une expertise dans les plus brefs délais.
5. Si l'acheteur accepte les plants de pommes de terre sans plainte ou ne demande pas d'expertise à temps, le vendeur est réputé avoir rempli ses obligations de livraison, sous réserve des dispositions du paragraphe suivant du présent article et des articles 39 et 40.
6. Le vendeur est responsable des vices cachés des plants de pommes de terre livrés jusqu'au 15 juin inclus de l'année de plantation des pommes de terre.
7. Un vice caché est un défaut de qualité des plants de pommes de terre qui n'aurait pas été découvert lors d'un examen normal des plants de pommes de terre à la livraison.
8. Si les vices cachés ont été causés par une négligence grave, une intention ou une omission de la part du vendeur, celui-ci reste responsable des vices cachés même après le 15 juin de l'année de plantation des pommes de terre.

ARTICLE 34 PROCÉDURE D'EXPERTISE

1. Si le vendeur ne s'entend pas avec l'acheteur sur le montant de la remise ou n'accepte pas la plainte de l'acheteur, soit expressément, soit en ne répondant pas dans les neuf heures ouvrables suivant la réception de la plainte, l'acheteur doit, sous peine de perte de droits, demander immédiatement au NAK de faire effectuer une expertise. Le NAK désigne un expert indépendant assermenté et donne aux parties la possibilité d'être présentes lors de l'expertise.
2. Le rapport d'expertise est contraignant, sauf si l'une des parties demande une contre-expertise à la NAO au plus tard le jour ouvrable suivant le jour de la notification de son contenu. Dans ce cas, la NAO désigne un autre expert indépendant et assermenté. Le rapport de la contre-expertise est contraignant pour les deux parties.
3. Les frais d'expertise et de contre-expertise sont à la charge du demandeur, mais sont supportés par la partie qui succombe.
4. Le NAK et la NAO peuvent exiger du demandeur le paiement d'une avance sur les frais d'expertise (contre-expertise) avant de procéder à la désignation d'un expert.

ARTICLE 35 ÉCHECS ET DOMMAGES-INTÉRÊTS

1. Si, à la suite d'un vice caché, les plantes ne germent pas et/ou n'atteignent pas la pleine production, ci-après dénommées échecs, l'acheteur a droit à des dommages-intérêts conformément au présent article, à condition que l'acheteur ait invité le vendeur à déterminer ensemble le pourcentage d'échecs au plus tard le 15 juin de l'année de plantation des pommes de terre.
2. Si les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le pourcentage d'échecs, l'une d'entre elles ou les deux soumettront immédiatement une demande d'expertise au NAK. Le NAK désigne un expert indépendant assermenté pour déterminer le pourcentage et donne aux parties la possibilité d'être présentes lors de l'expertise.
3. Le pourcentage établi par l'expert est contraignant.
4. Les frais d'expertise sont payés conjointement par le(s) demandeur(s).
5. À moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit, le vendeur doit à l'acheteur des dommages-intérêts consistant en un pourcentage du montant de la facture. Ce pourcentage est calculé en multipliant le pourcentage d'échecs par le facteur selon le tableau ci-dessous.

% d'échecs	Facteur
6 - 15	1,00
16 - 25	1,25
26 - 35	1,50



36 - 50	2,00
---------	------

Si le pourcentage d'échecs est inférieur à 6 %, l'acheteur n'a pas droit à des dommages-intérêts.

Si le pourcentage d'échecs est égal ou supérieur à 50 %, les dommages-intérêts s'élèvent au montant de la facture.

Chapitre XI NON-RESPECT DU CONTRAT

ARTICLE 36 CONSÉQUENCES DU NON-RESPECT DU CONTRAT, MISE EN DEMEURE

1. Si une partie n'a pas rempli une obligation à temps, cela ne donne à l'autre partie le droit de résilier le contrat en tout ou en partie et/ou de réclamer des dommages-intérêts par lettre recommandée qu'après avoir mis en demeure la partie défaillante par lettre recommandée et que celle-ci n'a pas donné suite à cette mise en demeure.
2. La mise en demeure contient une sommation exigeant l'exécution de ladite obligation avant ou à un moment que l'on peut considérer comme raisonnable, en précisant qu'en cas de non-respect, le contrat sera résilié en tout ou en partie et/ou des dommages-intérêts seront réclamés.
3. Une mise en demeure n'est pas nécessaire si le délai d'exécution d'une certaine obligation a été expressément convenu par les parties comme étant un délai ultime.

ARTICLE 37 METTRE EN DEMEURE À L'AVANCE

Une partie peut mettre l'autre partie en demeure à l'avance en la sommant par écrit à l'avance, dans un délai raisonnable mais au moins cinq jours ouvrables avant la date convenue à laquelle l'autre partie doit exécuter (au plus tard) une obligation, d'exécuter à temps l'obligation en question, et en l'informant qu'à défaut, elle résiliera le contrat en totalité ou pour l'obligation spécifiée dans la sommation et/ou réclamera des dommages-intérêts.

ARTICLE 38 PRESCRIPTION

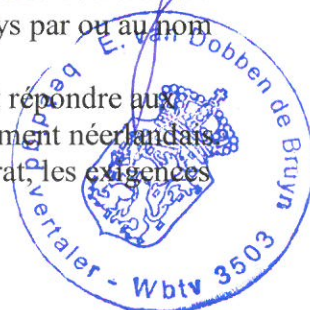
Un contrat d'achat et de vente est dissous de plein droit, sans droit à des dommages-intérêts, si trente jours après l'expiration du délai d'exécution convenu, aucune des parties n'a manifesté par écrit sa volonté d'exécuter le contrat.

Au moment de l'expiration du délai d'exécution convenu en cas de livraisons en automne et au printemps, l'acheteur et le vendeur sont tenus de s'informer mutuellement de l'expiration du délai.

Chapitre XII LIVRAISONS POUR L'EXPORTATION

ARTICLE 39 EXIGENCES EN MATIÈRE D'EXPORTATION

1. Si les plants de pommes de terre sont achetés pour être exportés vers un certain pays, cela doit être indiqué sur la confirmation, auquel cas les plants de pommes de terre doivent être conformes aux exigences en matière d'exportation prescrites pour ledit pays par ou au nom du gouvernement néerlandais.
2. Si aucun pays de destination n'est mentionné, les pommes de terre doivent répondre aux exigences minimales pour l'exportation fixées par ou au nom du gouvernement néerlandais.
3. Si les exigences en matière d'exportation ont changé après la date du contrat, les exigences au moment de la date du contrat sont déterminantes.



4. L'acheteur a le droit d'exiger la livraison dans un pays autre que le pays de destination convenu, à condition que les exigences pour l'exportation vers cet autre pays ne soient pas plus strictes que celles pour le pays de destination convenu.

ARTICLE 40 RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'EXPORTATION

Toute réclamation en matière d'exportation faite par l'acheteur après le déchargement dans le pays de destination n'a aucune valeur sauf :

- a) en cas de transport par mer, lorsque le déchargement est nécessaire avant que la réclamation ne soit possible. La réclamation n'est valable que si elle est faite dans les 18 heures ouvrables suivant l'inspection par l'autorité phytosanitaire locale, à condition que l'identification de la marchandise ne puisse être contestée.
- b) dans le cas d'un vice caché, c'est-à-dire d'un vice qui n'aurait pas été découvert lors d'un examen normal de la marchandise, la date d'arrivée dans le pays de destination est prise comme base pour le délai de réclamation. La date d'envoi de la plainte ne doit pas dépasser trois semaines après l'arrivée dans le pays de destination, à condition que l'identification de la marchandise ne puisse être contestée.
- c) dans le cas de maladies évolutives, telles que visées à l'annexe II, point A2, de la directive 2002/56/CE du Conseil, à condition :
 - qu'elle soit faite avant la plantation, au plus tard dans les 6 semaines suivant la livraison
 - que l'identification de la marchandise ne puisse être contestée
 - que toutes les circonstances aient été présentées qui excluent la possibilité que la maladie puisse être imputée aux conditions de stockage de la marchandise pendant cette période.

ARTICLE 41 RÉINSPECTION À L'EXPORTATION

Si le vendeur n'est pas d'accord avec un refus de la NVWA, il peut demander à la NVWA une réinspection dans le délai imparti.

ARTICLE 42 RISQUE DE BARRIÈRES À L'IMPORTATION ET À L'EXPORTATION

L'acheteur supporte toutes les conséquences négatives éventuelles des circonstances suivantes :

- a) les interdictions, restrictions ou autres mesures restrictives du gouvernement néerlandais ou étranger concernant l'exportation vers ou l'importation dans le pays concerné, existant au moment de la conclusion de l'accord ou survenant ultérieurement ;
- b) la non-possession ou la non-obtention des licences ou documents requis pour l'exportation ou l'importation à l'étranger ;
- c) l'alourdissement des exigences imposées par la NVWA au pays importateur après la conclusion du contrat.

ARTICLE 43 MODIFICATION DU LIEU DE LIVRAISON

Si la livraison à la frontière, à la gare frontalière ou au port maritime a été convenue, le vendeur est tenu, à la demande de l'acheteur, d'accepter que ce lieu de livraison soit remplacé par le lieu de chargement le plus approprié pour l'acheteur. Les coûts supplémentaires ou moindres qui en découlent doivent être compensés.

Chapitre XIII PAIEMENT

ARTICLE 44 PRIX

- 1. Le prix d'achat est réputé être hors TVA.
- 2. Le prix d'achat doit être calculé sur la base de la quantité en poids.



3. Les frais de stockage et de conservation éventuels avant la livraison sont réputés être inclus dans le prix d'achat.

ARTICLE 45 DÉLAI DE PAIEMENT

Le paiement doit être effectué dans les 30 jours suivant la livraison. L'acheteur peut exiger la facturation.

Chapitre XIV CONSÉQUENCES D'UN RETARD DE PAIEMENT

ARTICLE 46 INTÉRÊTS

En cas de retard de paiement, le débiteur est redevable - sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire - d'un intérêt de 2 % au-dessus du taux d'intérêt commercial légal, chaque partie de mois étant calculée comme un mois entier, à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'au jour du paiement intégral.

ARTICLE 47 FRAIS DE RECouvreMENT EXTRAJUDICIAIRE

En cas de retard de paiement, le débiteur est redevable de frais de recouvrement extrajudiciaire de 15 % du montant principal, TVA comprise, avec un minimum de 250 €.

ARTICLE 48 SUSPENSION DES LIVRAISONS ULTÉRIEURES / DISSOLUTION

En cas de retard de paiement, le vendeur a le droit - tant que le paiement n'a pas encore été effectué :

- a) de suspendre toute autre livraison (partielle), basée sur des contrats auxquels les présentes conditions s'appliquent, jusqu'à ce que les factures impayées aient été payées ou qu'une garantie bancaire ait été fournie pour garantir le paiement de ce qui a été livré et qui doit encore être livré ;
- b) de dissoudre, après mise en demeure, les contrats conclus sur la base des présentes conditions, dans la mesure où ils ne sont pas encore mis en œuvre, et/ou de réclamer des dommages-intérêts.

ARTICLE 49 RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Tant que l'acheteur n'a pas payé le prix d'achat (en totalité) dans le délai convenu

- a) la marchandise livrée reste la propriété du vendeur, et ce aux frais et aux risques de l'acheteur ;
- b) l'acheteur est tenu d'informer le vendeur sur demande de l'endroit où se trouve la marchandise et de permettre au vendeur d'accéder à la marchandise.

Chapitre XV INSOLVABILITÉ

ARTICLE 50 CONSÉQUENCES DE L'INSOLVABILITÉ

1. Si, après la conclusion du contrat d'achat et de vente, l'une des parties reçoit des informations si défavorables sur la situation financière de l'autre partie qu'il faut considérer qu'il existe un risque réel de paiement tardif ou incomplet ou de livraison tardive ou incomplète et que cette partie - si elle avait connu la situation de l'autre partie avant la conclusion du contrat d'achat et de vente - n'aurait pas conclu le contrat ou l'aurait fait dans des conditions différentes, cette partie a le droit en donnant des raisons par écrit au moins cinq jours ouvrables avant la livraison (partielle) de l'autre partie :
 - a) d'exiger une garantie de paiement sous la forme de conditions de paiement dérogeant
 - ou



- b) d'exiger une garantie pour l'exécution de la livraison, pour autant que cela puisse être considéré comme raisonnable dans les circonstances en jeu.
- 2. Le risque visé au premier paragraphe peut être considéré comme existant, entre autres, si une compagnie d'assurance-crédit retire sa couverture à l'autre partie.
- 3. La partie qui demande la garantie doit rembourser à l'autre partie les frais engagés, majorés de 1 % du montant de la facture, et est responsable de tous les dommages résultant d'une garantie demandée à tort.
- 4. Si l'autre partie ne répond pas dans les trois jours ouvrables suivant la réception de la demande, ou si elle refuse la garantie qui lui est demandée sans proposer d'autre forme de garantie - ce qui, compte tenu des circonstances en jeu, doit être considéré comme raisonnable - l'autre partie a le droit de résilier le contrat par écrit et de demander des dommages-intérêts.

Chapitre XVI DOMMAGES

ARTICLE 51 DOMMAGES-INTÉRÊTS

- 1. Si l'une des parties n'a pas rempli ses obligations, l'autre partie a droit à une indemnisation complète pour tous dommages, frais et intérêts éventuels, y compris le manque à gagner.
- 2. Si les vices cachés des plants de pommes de terre livrés ne sont pas imputables au vendeur, ce dernier, contrairement aux dispositions du paragraphe 1, n'est tenu d'indemniser l'acheteur qu'à concurrence du prix d'achat, majoré des frais éventuels encourus par l'acheteur.
- 3. Si la destination n'a pas été convenue dans le contrat, les frais de transport engagés en dehors des Pays-Bas ne peuvent pas être récupérés auprès du vendeur dans le cadre des dommages-intérêts.

ARTICLE 52 CALCUL DE L'INDEMNISATION DES DOMMAGES DIRECTS

- 1 Si un dommage a été subi du fait de la non-livraison ou de la non-réception des pommes de terre, la seule indemnisation est la différence désavantageuse entre le prix de vente ou d'achat et le prix du marché au moment du manquement.
Le prix du marché doit si possible être déterminé par un courtier agréé.
- 2 Contrairement aux dispositions du paragraphe précédent du présent article, la partie lésée qui conclut une vente ou un achat de couverture - par l'intermédiaire d'un courtier agréé - au plus tard le deuxième jour ouvrable après le manquement, peut réclamer la différence désavantageuse entre le prix d'achat ou de vente et le prix de vente ou d'achat de couverture.

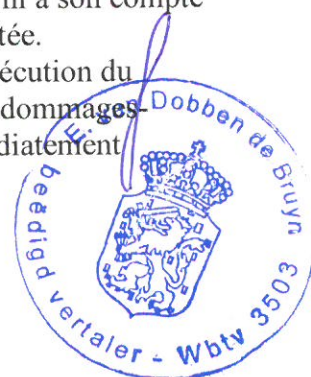
ARTICLE 53 DEVOIR DE LIMITATION DES DOMMAGES

Les parties doivent prendre des mesures pour limiter les dommages autant que possible.

Chapitre XVII FORCE MAJEURE

ARTICLE 54 CONSÉQUENCES DE LA FORCE MAJEURE

- 1. Un manquement ne peut être imputé au débiteur s'il n'est pas dû à sa faute, ni à son compte en vertu de la loi, d'un acte juridique ou d'une pratique généralement acceptée.
- 2. Si la force majeure rend impossible l'exécution du contrat, l'obligation d'exécution du contrat est suspendue pendant la durée de la force majeure sans droit à des dommages-intérêts, à condition que la partie qui invoque la force majeure en ait immédiatement informé l'autre partie par lettre recommandée.



3. Si la situation de force majeure dure plus d'un mois, chaque partie a le droit de résilier le contrat pendant la situation de force majeure sans avoir droit ou être tenue à des quelconques dommages-intérêts.
4. Si, en ce qui concerne les pommes de terre cultivées au cours d'une année quelconque, la situation de force majeure existe toujours le 16 mai de l'année suivante, le contrat est dissous de plein droit à cette date, sans droit à des dommages-intérêts.
5. La partie en défaut avant la survenance de la force majeure n'est pas en droit d'invoquer la force majeure.
6. Le vendeur se réserve le droit de n'exécuter que partiellement les ventes s'il apparaît qu'en raison d'un cas de force majeure, notamment les conditions climatiques et les maladies de quarantaine, la quantité disponible est insuffisante.
7. Si le vendeur a vendu des quantités à plusieurs acheteurs et que le total de ces ventes dépasse la quantité disponible, il doit livrer ou réserver en totalité la quantité du premier contrat conclu et ensuite livrer ou réserver en totalité, dans l'ordre chronologique des dates des contrats de vente, chacune des quantités suivantes vendues, dans la mesure où la quantité disponible le permet.

Chapitre XVIII RÈGLEMENT D'ARBITRAGE

ARTICLE 55 CLAUSE D'ARBITRAGE

1. Tous les litiges concernant ou résultant d'un contrat auquel les présentes conditions s'appliquent, ou d'autres contrats résultant d'un tel contrat, seront réglés par arbitrage, à l'exclusion du tribunal de droit commun, de la manière stipulée dans le Règlement d'arbitrage de la NAO. L'arbitrage doit être demandé dans le délai prévu par le règlement d'arbitrage.
2. Si une sentence arbitrale rendue sur la base d'une clause d'arbitrage telle que visée au paragraphe 1 est annulée par le tribunal de droit commun pour des motifs autres que l'inapplicabilité de cette clause d'arbitrage, la résolution du litige reste soumise à cette clause d'arbitrage à l'exclusion du tribunal de droit commun.

Chapitre XIX DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 56 MODIFICATION OU CADUCITÉ DES CONDITIONS

1. La modification ou la caducité des présentes conditions et/ou du règlement d'arbitrage de la NAO doit être établie par l'Organisation néerlandaise de la pomme de terre (NAO), le Syndicat agricole néerlandais LTO Nederland, l'Association pour l'Industrie de transformation de la pomme de terre (VAVI) et le Syndicat néerlandais des exploitations agricoles (NAV) et déposée au greffe du tribunal de grande instance de La Haye avant la date à laquelle la modification ou la caducité prend effet.
2. La modification ou la caducité des présentes conditions et du règlement d'arbitrage de la NAO - sauf accord contraire exprès des parties - ne s'applique pas et ne modifie pas les contrats conclus avant son entrée en vigueur.
3. Si un ou plusieurs articles des conditions générales sont jugés contraires à la loi néerlandaise, les autres articles des conditions générales restent en vigueur.



Ainsi établi à La Haye au mois de juin 2018.

NAO (Organisation néerlandaise de la pomme de terre)

Ir. D. Hylkema, MBA (directeur)

LTO Nederland (Syndicat agricole néerlandais)

Dr. Ir. J.H. van Wenum (président du groupement professionnel Cultures de LTO)

VAVI (Association pour l'Industrie de transformation de la pomme de terre)

P.H. Merckens (président)

NAV (Syndicat néerlandais des exploitations agricoles)

Ing. T.S. de Jong (président)



I RÈGLEMENT D'ARBITRAGE ACCOMPAGNANT LES CONDITIONS GÉNÉRALES DE COMMERCIALISATION DES PLANTS DE POMMES DE TERRE 2018

établi par l'Organisation néerlandaise de la pomme de terre (NAO), le Syndicat agricole néerlandais LTO Nederland, l'Association pour l'Industrie de transformation de la pomme de terre (VAVI) et le Syndicat néerlandais des exploitations agricoles (NAV) au mois de juin 2018, déposé au greffe du tribunal de grande instance de La Haye au mois de juin 2018 et entré en vigueur le 1^{er} juillet 2018.

ARTICLE 1 LISTE D'ARBITRES

1. La NAO établit une liste d'arbitres sur laquelle
 - a. figurent au moins deux personnes qui peuvent agir en tant qu'arbitre-président et qui ont obtenu le titre de Maître en droit dans une université ou une école supérieure néerlandaise.
 - b. figurent au moins 12 personnes qui peuvent agir en tant qu'arbitre, dont
 - 6 font partie du secteur de la culture nationale de plants de pommes de terre
 - 6 font partie du secteur du commerce national de plants de pommes de terreet dépose cette liste au siège de la NAO.
2. La NAO peut à tout moment modifier la liste des arbitres - en particulier lorsque les arbitres atteignent l'âge de 70 ans.

ARTICLE 2 BUREAU D'ARBITRAGE

La NAO crée un Bureau d'arbitrage, qui est établi au siège de l'Institut de droit rural [*Instituut voor Agrarisch Recht*] et qui est chargé des travaux assignés à ce Bureau dans le présent règlement et de l'exécution de la correspondance y afférente.

ARTICLE 3 NOTIFICATIONS

Le Bureau d'arbitrage enverra une demande ou une notification adressée à une ou plusieurs parties par voie électronique par courriel si les parties ont indiqué qu'elles peuvent être jointes par ce moyen en donnant leur adresse électronique.

ARTICLE 4 COMMISSION D'ARBITRAGE

1. Tous les litiges seront réglés en première instance par une Commission d'arbitrage dont la composition est la suivante :
 - a) un seul arbitre-président, si le montant principal de la demande et de toute demande reconventionnelle est égal ou inférieur à 10 000 € et si aucune des parties ni l'arbitre-président désigné dans l'arbitrage concerné n'ont demandé par écrit au Bureau d'arbitrage que l'arbitrage soit traité par trois arbitres pendant la procédure écrite ;
 - b) un seul arbitre-président ainsi que de deux arbitres dans tous les autres cas.
2. Tous les litiges sont tranchés en appel par une Commission d'arbitrage composée d'un seul arbitre-président et deux arbitres, qui ne peuvent pas avoir participé à la procédure en première instance.

ARTICLE 5 EXPIRATION DES DÉLAIS POUR DEMANDER L'ARBITRAGE

1. L'arbitrage en première instance doit être demandé dans un délai de deux mois après qu'il est apparu que le litige ne peut être résolu à l'amiable entre les parties. En ce qui concerne les demandes reconventionnelles, les dispositions de l'article 8, paragraphe 2, point b) sont applicables.



2. L'arbitrage en appel d'une sentence arbitrale rendue en première instance doit être demandé dans un délai de trente jours suivant la date d'envoi de la sentence arbitrale rendue par la Commission d'arbitrage en première instance, sur présentation d'une copie de la sentence en question. En ce qui concerne l'introduction d'un appel incident, les dispositions de l'article 8, paragraphe 2, point b), sont applicables.

ARTICLE 6 DEMANDE D'ARBITRAGE

1. Toute demande d'arbitrage doit être adressée par écrit en cinq exemplaires au Bureau d'arbitrage. La demande d'arbitrage peut être faite par télécommunication écrite et par voie électronique, conformément à l'article 1072b du Code de procédure civile [néerlandais].
2. Toute demande d'arbitrage doit comporter :
 - a) le nom, les prénoms, la profession et l'adresse des parties
 - b) un exposé précis des faits sur lesquels le demandeur fonde sa demande ou ses demandes
 - c) une description claire de ce que le demandeur réclame (demande)
 - d) la confirmation du contrat en question
 - e) une demande éventuelle pour que l'arbitrage soit traité par un nombre différent d'arbitres (1 ou 3, compte tenu des dispositions de l'article 4, paragraphe 1)
3. Si la demande d'arbitrage n'est pas conforme aux exigences fixées, le Bureau d'arbitrage donne au demandeur la possibilité de compléter sa demande d'arbitrage dans un délai à déterminer par ledit Bureau d'arbitrage.
4. Le Bureau d'arbitrage envoie immédiatement une copie de la demande d'arbitrage par courrier recommandé à la partie contre laquelle l'arbitrage est demandé.

ARTICLE 7 AVANCE SUR LES FRAIS D'ARBITRAGE

1. Dès réception d'une demande d'arbitrage ou de l'introduction d'une demande reconventionnelle, le Bureau d'arbitrage détermine le montant que le demandeur de l'arbitrage ou le demandeur reconventionnel doit verser à titre d'avance et, si nécessaire, à titre d'avance complémentaire pour couvrir les frais prévus de l'arbitrage, dans un délai à déterminer par le Bureau d'arbitrage.
2. Si le paiement n'est pas effectué dans le délai imparti, la demande d'arbitrage ou la demande reconventionnelle est réputée retirée. Toutefois, une nouvelle demande d'arbitrage ou une nouvelle demande reconventionnelle peut être introduite dans les délais de l'article 5.

ARTICLE 9 DÉFENSE DE LA PARTIE ADVERSE

1. Dès que l'avance demandée pour les frais d'arbitrage prévus a été versée, le Bureau d'arbitrage donne à la partie adverse la possibilité de répondre par écrit en cinq exemplaires (mémoire en réponse) dans un délai de trois semaines. Le mémoire en réponse peut être présenté par télécommunication écrite et par voie électronique, conformément à l'article 1072b du Code de procédure civile [néerlandais].
2. Dans sa réponse, la partie adverse doit :
 - a) étayer toute allégation éventuelle de non-compétence des arbitres ;
 - b) introduire une demande reconventionnelle éventuelle, ou - si l'arbitrage a été engagé en appel - un appel incident éventuel.
3. Le Bureau d'arbitrage envoie au demandeur une copie de la réponse de la partie adverse.

ARTICLE 9 RÉPLIQUE ET DUPLIQUE EN PREMIÈRE INSTANCE

1. En première instance, le Bureau d'arbitrage donne au demandeur la possibilité de répondre à la réponse de la partie adverse par écrit en cinq exemplaires dans un délai de trois semaines (conclusions en réplique).



2. Le Bureau d'arbitrage envoie à la partie adverse une copie de la réponse du demandeur et donne la possibilité à la partie adverse de répondre à son tour dans les trois semaines en cinq exemplaires (conclusions en duplique).
3. Le Bureau d'arbitrage envoie au demandeur une copie des conclusions en duplique et, au cas où une demande reconventionnelle aurait été introduite, donne au demandeur la possibilité de répondre dans un délai de trois semaines en cinq exemplaires (conclusions en duplique reconventionnelle), dont le Bureau d'arbitrage envoie une copie à la partie adverse dès réception.
4. Les conclusions visées au présent article peuvent être présentées par télécommunication écrite et par voie électronique, conformément à l'article 1072b du Code de procédure civile [néerlandais].

ARTICLE 10 MODIFICATION DES DEMANDES INTRODUITES

1. Les parties peuvent réduire, modifier ou augmenter leur demande ou leur demande reconventionnelle, au plus tard par une réplique ou une duplique, à moins que, de l'avis de la Commission d'arbitrage, cela n'alourdisse indûment la défense de la partie adverse ou ne retarde indûment la procédure.
2. Toute réduction, modification ou augmentation des demandes ou des demandes reconventionnelles introduites ne modifie pas la composition de la ou des Commissions d'arbitrage une fois qu'elle(s) aura(auront) été nommée(s).

ARTICLE 11 FRAIS D'ARBITRAGE LORS DU RETRAIT DES DEMANDES

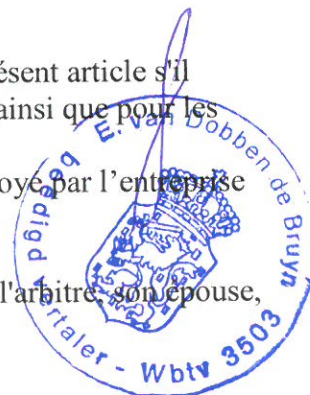
Si la demande et la demande reconventionnelle éventuelle sont retirées avant la nomination des arbitres, le demandeur est redevable d'un montant pour remboursement de frais qui sera déterminé par le Bureau d'arbitrage.

ARTICLE 12 NOMINATION DE LA COMMISSION D'ARBITRAGE

1. Après l'achèvement de la procédure écrite, le Bureau d'arbitrage nomme, en tenant compte de la nature du litige, la Commission d'arbitrage.
2. Le Bureau d'arbitrage informe le ou les arbitres nommés dans les meilleurs délais de leur nomination. Ils doivent indiquer au Bureau d'arbitrage par écrit dans les plus brefs délais s'ils acceptent leur nomination.
3. Le Bureau d'arbitrage informe les parties dans les plus brefs délais de la composition de la Commission d'arbitrage et envoie à l'arbitre ou aux arbitres concernés, pour la suite de la procédure, un exemplaire des documents soumis par les parties.
4. Si un arbitre désigné n'accepte pas sa nomination ou n'est pas en mesure de remplir ses fonctions, le Bureau d'arbitrage nomme un autre arbitre à sa place dans les meilleurs délais.
5. Si le remplacement d'un arbitre a lieu après la première audience, une nouvelle audience est organisée, à moins que les deux parties, sur demande, ne s'opposent pas à la poursuite de la procédure.

ARTICLE 13 RÉCUSATION DES ARBITRES

1. Les arbitres peuvent être récusés conformément aux dispositions du présent article s'il existe un doute justifié quant à leur impartialité ou leur indépendance, ainsi que pour les motifs suivants :
 - a) l'arbitre est un associé ou, de quelque manière que ce soit, est employé par l'entreprise de l'une des parties ou est impliqué dans ses affaires,
 - b) l'arbitre a agi en tant que consultant ou expert dans le même litige,
 - c) il existe un procès ou un arbitrage en cours entre une des parties et l'arbitre, son épouse, leurs parents ou parents par alliance en ligne directe,



et ce, que ces motifs soient apparus avant ou après la nomination du ou des arbitres.

2. La partie qui souhaite récuser un arbitre doit, sous peine de perte de ses droits, le notifier par écrit au Conseil d'arbitrage dans un délai d'une semaine après avoir été informée de la nomination ou après avoir eu connaissance d'un motif de récusation ultérieur, en indiquant les motifs de la récusation. La procédure d'arbitrage est de ce fait suspendue jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur la récusation.
3. Le Bureau d'arbitrage envoie immédiatement une copie de la lettre reçue à l'arbitre récusé et à la partie adverse, qui doivent, dans la semaine de la réception, envoyer par écrit leur acquiescement ou leur refus motivé au Bureau d'arbitrage, faute de quoi ils sont réputés avoir acquiescé à la récusation.
4. Le Bureau d'arbitrage informe les parties dans les meilleurs délais de l'acquiescement ou non de la récusation par l'arbitre ou les arbitres récusé(s) et la partie adverse.
5. Si l'arbitre récusé acquiesce à la récusation, l'arbitre en question n'agira pas comme arbitre dans l'affaire en question.
6. Si un arbitre récusé se retire, cela n'implique pas l'acceptation du bien-fondé des motifs de récusation.
7. Si l'arbitre récusé refuse la récusation, la partie qui récuse doit introduire une demande de récusation auprès du tribunal compétent.
8. Le Bureau d'arbitrage désigne un autre arbitre en lieu et place de l'arbitre récusé.

ARTICLE 14 SUITE DE LA PROCÉDURE

1. La Commission d'arbitrage détermine, dans le respect des dispositions du présent règlement, la manière dont l'arbitrage sera conduit.
2. La Commission d'arbitrage fixe le lieu et la date de l'audience de la Commission d'arbitrage et invite les parties et leur conseil éventuel à assister à l'audience.
3. La Commission d'arbitrage est autorisée à entendre des témoins et des experts.
4. La Commission d'arbitrage peut tenter, lors de l'audience, d'amener encore les parties à un arrangement.

ARTICLE 15 SENTENCE ARBITRALE

1. Les arbitres statuent en bon père de famille, en toute équité.
2. La sentence doit être rendue dans un délai raisonnable.
3. Dans leur sentence, les arbitres déterminent les frais d'arbitrage, y compris les honoraires des arbitres, du Bureau d'arbitrage et des experts éventuels, ainsi que la partie qui doit supporter ces frais, et condamnent cette partie à payer le montant de ces frais à la partie adverse, si celle-ci a réglé ces frais aux arbitres sous forme d'avance.
4. Les arbitres peuvent, à la demande de l'une des parties, condamner la partie adverse à payer les frais engagés par l'autre partie pour l'assistance juridique et la convocation de témoins.
5. L'arbitre-président veille à ce qu'un original de la sentence arbitrale soit envoyé aux parties par courrier recommandé dans les meilleurs délais.



Ainsi établi à La Haye au mois de juin 2018.

NAO (Organisation néerlandaise de la pomme de terre)

Ir. D. Hylkema, MBA (directeur)

LTO Nederland (Syndicat agricole néerlandais)

Dr. Ir. J.H. van Wenum (président du groupement professionnel Cultures de LTO)

VAVI (Association pour l'Industrie de transformation de la pomme de terre)

P.H. Merckens

NAV (Syndicat néerlandais des exploitations agricoles)

Ing. T.S. de Jong (président)



III ANNEXE AUX CONDITIONS GÉNÉRALES DE COMMERCIALISATION DES PLANTS DE POMMES DE TERRE 2018

La disposition suivante s'applique dans le cas où l'acheteur coupe ou fait couper les plants de pommes de terre.

Si, lors de l'utilisation de plants coupés, les plants ne germent pas et/ou n'atteignent pas la pleine production, ci-après dénommés « échecs », les plaintes ne sont traitées que si des plaintes relatives aux échecs sont également émises pour des plants non coupés du même numéro de lot. Les plaintes sont traitées conformément à l'art. 35 des Conditions générales de commercialisation des plants de pommes de terre 2018, étant entendu que le pourcentage d'échecs des plants de pommes de terre coupés qui constitue la base de l'indemnisation ne peut pas dépasser le pourcentage d'échecs d'un lot partiel non coupé du même numéro de lot.



IV COMMENTAIRES EXPLICATIFS SUR LES CONDITIONS GÉNÉRALES DE COMMERCIALISATION DES PLANTS DE POMMES DE TERRE 2018 ET SUR LE RÈGLEMENT D'ARBITRAGE AFFÉRENT

INTRODUCTION

Les Conditions générales de commercialisation des plants de pommes de terre 2018 remplacent les Conditions de commercialisation des plants de pommes de terre 2015 NAO et ont été établies conjointement et signées par l'Organisation néerlandaise de la pomme de terre (NAO), le Syndicat agricole néerlandais LTO Nederland, l'Association pour l'Industrie de transformation de la pomme de terre (VAVI) et le Syndicat néerlandais des exploitations agricoles (NAV).

Les Conditions générales de commercialisation des plants de pommes de terre 2018 et le Règlement d'arbitrage qui les accompagne ont conservé la même forme avec un seul ensemble de conditions et un seul règlement d'arbitrage applicables tant aux transactions entre les producteurs (multiplicateurs de plants de pommes de terre et producteurs de pommes de terre de consommation) et les négociants qu'aux transactions entre les négociants entre eux. Les Conditions générales de commercialisation des plants de pommes de terre 2018 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2018. Cela signifie qu'à partir du 1^{er} juillet 2018, les factures, le papier à lettres ou les confirmations d'achat et de vente doivent inclure une référence à ces conditions et que l'acheteur doit être informé du contenu de ces conditions. Il est conseillé de le faire de préférence par écrit, en s'assurant que l'acheteur a bien reçu les conditions.

LES CONDITIONS

L'article 2 précise que les parties peuvent déroger à ces conditions.

Les descriptions suivantes des modifications sont destinées à servir d'explications. Ce sont les articles des Conditions générales de commercialisation des plants de pommes de terre 2018 qui sont applicables.

À l'article 35 « Échecs et dommages-intérêts », les paragraphes 6 et 7 sont supprimés. On a ajouté au paragraphe 5, avec le tableau des dommages, la disposition selon laquelle, en cas de pourcentage d'échecs inférieur à 6 %, l'acheteur n'a pas droit à des dommages-intérêts. On a ajouté en outre que si le pourcentage d'échecs est égal ou supérieur à 50 %, les dommages-intérêts s'élèvent au montant de la facture.

LE RÈGLEMENT D'ARBITRAGE

L'article 55 des Conditions générales de commercialisation des plants de pommes de terre 2018 comprend une clause d'arbitrage selon laquelle tous les litiges relatifs aux contrats auxquels ces conditions s'appliquent seront soumis à l'arbitrage tel que prévu par le Règlement d'arbitrage qui les accompagne. Le Règlement d'arbitrage a été adapté à la loi du 2 juin 2014 modifiant le livre 6 et le livre 10 du Code civil [néerlandais] et le quatrième livre du Code de procédure civile [néerlandais] dans le cadre de la modernisation du droit de l'arbitrage. Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Si un arbitrage est souhaité, il convient de contacter dans les plus brefs délais le Bureau d'arbitrage établi dans l'Institut de droit rural [*Instituut voor Agrarisch Recht*] à Wageningen (Boîte postale 245, 6700 AE WAGENINGEN, 0317-424181). Une demande d'arbitrage et



d'autres pièces peuvent être soumises par voie électronique. Les documents doivent également être envoyés par écrit en cinq exemplaires. La correspondance peut être effectuée par courrier électronique si les parties ont indiqué qu'elles pouvaient être jointes par ce moyen.

Selon l'article 4 du Règlement d'arbitrage, les litiges de moindre importance en termes de montant peuvent être traités par un seul arbitre-président.

Il convient de souligner les délais prescrits à l'article 5 pour demander l'arbitrage en première instance et en appel. Les articles 6 et 8, qui prescrivent le libellé de la demande d'arbitrage et le contenu de la défense, sont également importants. Le Bureau d'arbitrage demandera un paiement anticipé à la partie qui demande l'arbitrage.

Les arbitres statuent en bon père de famille, en toute équité, et la sentence arbitrale détermine notamment le montant des frais d'arbitrage et la partie qui les supporte en tout ou en partie. La sentence est envoyée aux parties par lettre recommandée et n'est plus déposée auprès du Tribunal.





ALGEMENE HANDELSVOORWAARDEN POOTAARDAPPELEN 2018

**met bijbehorend
Arbitragereglement
juni 2018**

Vastgesteld door

NAO (Nederlandse Aardappel Organisatie),
LTO Nederland
VAVI (Vereniging voor de Aardappelverwerkende Industrie)
NAV (Nederlandse Akkerbouw Vakbond)

Gedeponeerd ter Griffie van de Arrondissementsrechtbank te 's-Gravenhage in de maand juni 2018

In geval van geschil over de uitleg van de tekst zal uitsluitend de in de Nederlandse taal geredigeerde tekst bindend zijn. Hoewel bij de hierna volgende Franse/Duitse vertaling ernaar is gestreefd de Nederlandse tekst zo nauwkeurig mogelijk weer te geven, wordt geen enkele aansprakelijkheid uit welke hoofde ook voor de juistheid van deze vertaling aanvaard. Men wordt dan ook geadviseerd om naast deze vertaling ook kennis te nemen van de Nederlandse tekst.

Bijlagen V Modellen ((Ver)koopbevestiging en Opdrachtbevestiging) zijn niet in deze vertaling opgenomen.

INHOUDSOPGAVE

I ALGEMENE HANDELSVOORWAARDEN POOTAARDAPPELEN 2018

.....	3
Hoofdstuk 1 ALGEMENE BEPALINGEN	3
ARTIKEL 1 INLEIDENDE BEPALING	3
ARTIKEL 2 TOEPASSELIJKHEID VOORWAARDEN	3
ARTIKEL 3 TERMIJNEN	3
Hoofdstuk II OFFERTE / BEVESTIGING OVEREENKOMSTEN	4
ARTIKEL 4 OFFERTE	4
ARTIKEL 5 INHOUD BEVESTIGING	4
ARTIKEL 6 PROTEST TEGEN BEVESTIGING	4
ARTIKEL 7 KRUISENDE BEVESTIGINGEN	5
Hoofdstuk III TUSSENPERSONEN	5
ARTIKEL 8 COMMISSIE TUSSENPERSOON	5
Hoofdstuk IV KWALITEIT EN SORTERING, VOLGORDE LEVERING	5
ARTIKEL 9 POOTAARDAPPELEN	5
ARTIKEL 10 CHRONOLOGISCHE VOLGORDE DEELLEVERINGEN	5
ARTIKEL 11 WEL EN NIET TOE TE REKENEN DECLASSERING	5
ARTIKEL 12 HERSORTERING	6
ARTIKEL 13 MAATSORTERING	6
ARTIKEL 14 INFORMATIEPLICHT	6
ARTIKEL 15 RASSEN MET KWEKERSRECHT	6
Hoofdstuk V MONSTERNAME EN GEWICHT	6
ARTIKEL 16 MONSTERNAME	6
ARTIKEL 17 GEWICHTSBEPALING	6
ARTIKEL 18 PLUSMINUS / CIRCA GEWICHTSHOEVEELHEID	7
ARTIKEL 19 LOSGESTORTE VERLADING	7
Hoofdstuk VI EMBALLAGE	7
ARTIKEL 20 ALGEMEEN	7
ARTIKEL 21 KOPERS EMBALLAGE	7
ARTIKEL 22 VERKOPERS EMBALLAGE	7
Hoofdstuk VII VERVOER	8
ARTIKEL 23 KOSTEN EN RISICO	8
ARTIKEL 24 KOPERS INSTRUCTIES	8
ARTIKEL 25 VORSTVERPAKKING	8
ARTIKEL 26 SEPARATIE PARTIJEN	8
ARTIKEL 27 GEGEVENS EN DOCUMENTEN	8
Hoofdstuk VIII RISICO-OVERGANG	9
ARTIKEL 28 RISICO-OVERGANG	9
Hoofdstuk IX LEVERING	9
ARTIKEL 29 AFROEP	9
ARTIKEL 30 TIJD VAN LEVERING	9
ARTIKEL 31 PLAATS VAN LEVERING	10
ARTIKEL 32 WACHTUREN	10
Hoofdstuk X KEURING, KLACHTEN, EXPERTISE, EXPERTISEPROCEDURE.	
MISSERS EN SCHADELOOSSTELLING	10
ARTIKEL 33 KEURING, KLACHTEN EN EXPERTISE	10
ARTIKEL 34 EXPERTISEPROCEDURE	11
ARTIKEL 35 MISSERS EN SCHADELOOSSTELLING	11
Hoofdstuk XI NIET NAKOMING	12

ARTIKEL 36 GEVOLGEN NIET NAKOMING, INGEBREKESTELLING	12
ARTIKEL 37 BIJ VOORBAAT IN GEBREKE STELLEN	12
ARTIKEL 38 VERJARING	12
Hoofdstuk XII LEVERING VOOR EXPORT	12
ARTIKEL 39 EXPORTEISEN	12
ARTIKEL 40 AANSPRAKELIJKHEID BIJ EXPORT	12
ARTIKEL 41 HERKEURING BIJ EXPORT	13
ARTIKEL 42 RISICO IN- EN UITVOERBELEMMERINGEN	13
ARTIKEL 43 WIJZIGING PLAATS VAN LEVERING	13
Hoofdstuk XIII BETALING	13
ARTIKEL 44 PRIJS	13
ARTIKEL 45 BETALINGSTERMIJN	13
Hoofdstuk XIV GEVOLGEN TE LATE BETALING	14
ARTIKEL 46 RENTE	14
ARTIKEL 47 BUITENGERECHTELIJKE INCASSOKOSTEN	14
ARTIKEL 48 OPSCHORTING VERDERE LEVERINGEN / ONTBINDING	14
ARTIKEL 49 EIGENDOMSVOORBEHOUD	14
Hoofdstuk XV INSOLVABILITEIT	14
ARTIKEL 50 GEVOLGEN INSOLVABILITEIT	14
Hoofdstuk XVI SCHADE	15
ARTIKEL 51 SCHADEVERGOEDING	15
ARTIKEL 52 BEREKENING VERGOEDING DIRECTE SCHADE	15
ARTIKEL 53 SCHADEBEPERKINGSPLICHT	15
Hoofdstuk XVII OVERMACHT	15
ARTIKEL 54 GEVOLGEN VAN OVERMACHT	15
Hoofdstuk XVIII ARBITRAGEREGELING	16
ARTIKEL 55 ARBITRAAL BEDING	16
Hoofdstuk XIX SLOTBEPALINGEN	16
ARTIKEL 56 WIJZIGING OF VERVAL VOORWAARDEN	16
I ARBITRAGEREGLEMENT BEHORENDE BIJ DE ALGEMENE	
HANDELSVOORWAARDEN POOTAARDAPPELEN 2018	18
ARTIKEL 1 LIJST VAN ARBITERS	18
ARTIKEL 2 ARBITRAGEBUREAU	18
ARTIKEL 3 MEDEDELINGEN	18
ARTIKEL 4 ARBITRAGECOMMISSIE	18
ARTIKEL 5 VERVAL TERMIJNEN VOOR HET AANVRAGEN VAN ARBITRAGE	18
ARTIKEL 6 ARBITRAGE-AANVRAAG	19
ARTIKEL 7 VOORSCHOT ARBITRAGEKOSTEN	19
ARTIKEL 8 VERWEER VAN DE TEGENPARTIJ	19
ARTIKEL 9 REPLIEK EN DUPLIEK IN EERSTE AANLEG	19
ARTIKEL 10 WIJZIGING VAN INGESTELDE VORDERINGEN	20
ARTIKEL 11 ARBITRAGEKOSTEN BIJ INTREKKING VORDERINGEN	20
ARTIKEL 12 BENOEMING ARBITRAGECOMMISSIE	20
ARTIKEL 13 WRAKING VAN ARBITERS	20
ARTIKEL 14 VERDERE PROCEDURE	21
ARTIKEL 15 ARBITRAAL VONNIS	21
III BIJLAGE BIJ DE ALGEMENE HANDELSVOORWAARDEN	
POOTAARDAPPELEN 2018	23
IV TOELICHTING OP DE ALGEMENE HANDELSVOORWAARDEN	
POOTAARDAPPELEN 2018 EN HET BIJBEHOREND	
ARBITRAGEREGLEMENT	24

I ALGEMENE HANDELSVOORWAARDEN POOTAARDAPPELEN 2018

Hoofdstuk 1 ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 1 INLEIDENDE BEPALING

1. Deze voorwaarden met bijbehorend arbitragereglement zijn door de Nederlandse Aardappel Organisatie (NAO), LTO Nederland, de Vereniging voor de Aardappelverwerkende Industrie (VAVI) en de Nederlandse Akkerbouw Vakbond (NAV) vastgesteld in de maand juni 2018. Zij zijn gedeponneerd ter griffie van de arrondissementsrechtbank te 's-Gravenhage en **gelden met ingang van 1 juli 2018.**
2. In deze voorwaarden wordt verstaan onder:
Pootaardappelen: Pootaardappelen die zijn voorzien van een door de NAK afgegeven keuringscertificaat;
Bijlage: Bijlage behorend bij deze voorwaarden met aanvullende bepaling ten aanzien van gesneden pootgoed in het geval de koper pootgoed snijdt of laat snijden;
NAK: Nederlandse Algemene Keuringsdienst voor zaaizaad en pootgoed van landbouwgewassen;
NVWA: Nederlandse Voedsel- en Warenautoriteit.

ARTIKEL 2 TOEPASSELIJKHEID VOORWAARDEN

1. Indien ter zake van een overeenkomst van koop en verkoop van pootaardappelen in de van die overeenkomst door partijen opgemaakte schriftelijke bevestiging naar deze voorwaarden wordt verwezen, gelden voor die overeenkomst de bepalingen van deze voorwaarden met uitzondering van de bijlage.
2. Indien ter zake van een overeenkomst, waarbij de tussenpersoon voor rekening van zijn opdrachtgever een overeenkomst van koop en verkoop van pootaardappelen zal sluiten, in een door partijen opgemaakte schriftelijke bevestiging naar deze voorwaarden wordt verwezen, gelden voor die overeenkomst de bepalingen van deze voorwaarden met uitzondering van de bijlage.
3. Verwijzing naar deze voorwaarden kan geschieden door aanduidingen als "Algemene Handelsvoorwaarden Pootaardappelen 2018" of "de laatst gedeponneerde Algemene Handelsvoorwaarden Pootaardappelen".
4. Indien partijen de toepasselijkheid van de voorwaarden inclusief de bijlage wensen in het geval de koper pootgoed snijdt of laat snijden, dient hier uitdrukkelijk naar te worden verwezen in de schriftelijke bevestiging.
5. Partijen kunnen van deze voorwaarden afwijken.

ARTIKEL 3 TERMIJNEN

In deze voorwaarden wordt verstaan onder de volgende termijnen:

werkuur	: elk uur gelegen tussen 8.00 uur en 17.00 uur van een werkdag;
werkdag	: elke dag, niet zijnde een zater-, zon- of wet- telijke feestdag;
week	: een tijdvak van zeven opeenvolgende dagen;

maand	: een tijdvak van dertig opeenvolgende dagen;
eerste helft van een maand	: het tijdvak van de eerste tot en met de vijftiende kalenderdag van een kalendermaand
tweede helft van een maand	: het tijdvak van de zestiende tot en met de laatste kalenderdag van een kalendermaand.

Indien het einde van een termijn niet op een werkdag valt, wordt die termijn verlengd tot en met de eerstvolgende werkdag.

Hoofdstuk II OFFERTE / BEVESTIGING OVEREENKOMSTEN

ARTIKEL 4 OFFERTE

Offertes worden geacht vrijblijvend te zijn gedaan.

ARTIKEL 5 INHOUD BEVESTIGING

1. Elke overeenkomst waarop deze voorwaarden van toepassing zijn, elke afwijking van deze voorwaarden en bij voorkeur ook elke nadien door partijen overeengekomen nadere voorwaarde, dient door partijen schriftelijk te worden bevestigd.
2. De bevestiging wordt - behoudens tegenbewijs - geacht het geheel der overeengekomen voorwaarden te bevatten.
3. Te vermelden gegevens:
 - a) naam en adres van koper, verkoper en eventuele tussenpersoon;
 - b) de van toepassingverklaring van of verwijzing naar deze voorwaarden;
 - c) hoeveelheid: gewicht in kg (vast, plusminus, netto of bruto) en eventueel opbrengst perceelsoppervlakte met eventuele aanduiding telernummer of perceelsnummer;
 - d) ras;
 - e) grondsoort/herkomst;
 - f) oogstjaar;
 - g) maatsortering (suggestie: 28-35, 35-40, 40-45, 45-50, 50-55), alsmede meerkosten voor het sorteren;
 - h) klasse;
 - i) tijd en plaats van levering;
 - j) emballage;
 - k) prijs per 100 kg of de totale koopsom of de wijze waarop de prijs zal worden bepaald;
 - l) betalingstermijn;
 - m) bijzondere voorwaarden, waaronder begrepen elke afwijking van of aanvulling op deze handelsvoorwaarden zoals de toepasselijkheid van de algemene voorwaarden en de bijlage ten aanzien van gesneden pootgoed in het geval de koper pootgoed snijdt of laat snijden;
 - n) plaats waar en datum waarop de overeenkomst is gesloten;
 - o) ondertekening door verkoper, koper en eventuele tussenpersoon.

ARTIKEL 6 PROTEST TEGEN BEVESTIGING

Protest tegen de inhoud van een bevestiging dient uiterlijk drie werkdagen na ontvangst van de bevestiging per aangetekend schrijven, fax of e-mail met ontvangstbevestiging te geschieden, bij gebreke waarvan de ontvanger van de bevestiging wordt geacht akkoord te zijn gegaan met de inhoud daarvan.

ARTIKEL 7 KRUISENDE BEVESTIGINGEN

Indien en voorzover de inhoud van elkaar kruisende bevestigingen verschilt, prevaleert die van verkoper, behoudens protest door de koper overeenkomstig het vorige artikel.

Indien er sprake is van een bevestiging van een tussenpersoon prevaleert die boven de verkoper en de koper.

Hoofdstuk III TUSSENPERSONEN

ARTIKEL 8 COMMISSIE TUSSENPERSOON

1. De opdrachtgever en tussenpersoon dienen vooraf de commissie voor de door de tussenpersoon te verlenen diensten overeen te komen.
2. De commissie is verschuldigd over de hoeveelheid poot aardappelen waarop de door de tussenpersoon gesloten overeenkomst betrekking heeft.
3. De commissie dient binnen 30 dagen na facturering te worden voldaan.
4. Bij te late betaling van de commissie zijn de artikelen 46 (rente) en 47 (buitengerechtelijke incassokosten) van overeenkomstige toepassing.

Hoofdstuk IV KWALITEIT EN SORTERING, VOLGORDE LEVERING

ARTIKEL 9 POOTAARDAPPELEN

Poot aardappelen dienen:

- a) niet zodanig te zijn behandeld dat de kiemkracht negatief wordt beïnvloed. Verkoper dient koper op aanvraag van de koper te informeren over de behandelingen tegen bewaarziekten.
- b) te zijn van de oogst waarop het verkoopseizoen waarin moet worden geleverd, betrekking heeft.
- c) bij losgestorte verlading te worden verladen in volgens het PCC Hygiëne Protocol gereinigde en ontsmette transportmiddelen.
- d) bij verlading te voldoen aan de temperatuur conform de ‘Aanwijzing partijkeuring poot aardappelen’ van de NAK.

ARTIKEL 10 CHRONOLOGISCHE VOLGORDE DEELLEVERINGEN

1. Indien een teler van zijn poot aardappelproductie van een ras, klasse en sortering hoeveelheden aan verschillende kopers verkocht heeft en het totaal van die verkopen groter is dan verkopers oogst, dient hij de hoeveelheid van het eerst afgesloten contract volledig te leveren of te reserveren en vervolgens in chronologische volgorde van de data der verkoopovereenkomsten elk der volgende verkochte hoeveelheden volledig te leveren of daarvoor te reserveren; indien verkoper alsdan uiteindelijk niet alle verkochte hoeveelheden kan leveren, is hij slechts dan van zijn plicht tot schadevergoeding wegens minderlevering ontslagen indien hij in de verkoopovereenkomsten, ten aanzien waarvan hij niet aan zijn leveringsplicht kan voldoen, een voorbehoud heeft gemaakt ten aanzien van de te leveren hoeveelheid.
2. Indien een teler niet alle verkochte hoeveelheden kan leveren zal hij terstond na constatering van dit feit kopers informeren. Dit ontslaat de verkoper niet van zijn plicht tot schadevergoeding.

ARTIKEL 11 WEL EN NIET TOE TE REKENEN DECLASSERING

1. Ingeval de NAK de door de verkoper verkochte poot aardappelen van een bepaald telersnummer indeelt in een lagere dan de in de betreffende overeenkomst van koop en verkoop van die poot aardappelen vermelde keuringsklasse, kan de koper:
 - a) hetzij de overeenkomst ontbinden zonder recht op schadevergoeding;

- b) hetzij levering van de lager geclassificeerde pootaardappelen tegen de in die overeenkomst voor de hogere klasse vermelde koopprijs vorderen.
- 2. Wanneer de declassering aan de verkoper valt toe te rekenen, kan de koper:
 - a) hetzij de overeenkomst ontbinden en schadevergoeding vorderen;
 - b) hetzij levering van de lager geclassificeerde pootaardappelen tegen de in die overeenkomst voor de hogere klasse vermelde koopprijs vorderen, alsmede aanvullende schadevergoeding.

ARTIKEL 12 HERSORTERING

Ingeval de NAK als voorwaarde voor certificering in de overeengekomen klasse een hersortering eist en de koper dit wenst, is verkoper, mits hierdoor een aanmerkelijk deel van de partij kan worden gecertificeerd, verplicht de betreffende pootaardappelen voor eigen rekening te hersorteren en is koper verplicht de nadien door de NAK gecertificeerde pootaardappelen af te nemen.

ARTIKEL 13 MAATSORTERING

Pootaardappelen dienen wat de maatsortering betreft te worden geleverd zoals het veld deze oplevert, derhalve zonder uitsortering of toevoeging van maten of tussenmaten.

ARTIKEL 14 INFORMATIEPLICHT

Bij verkoop van de opbrengst (in één of meer sorteringen) van een bepaald perceel is verkoper op verzoek van koper verplicht koper onverwijld schriftelijk te machtigen tot inzage bij de NAK van alle op het betreffende bedrijf van verkoper betrekking hebbende en voor koper te dien aanzien relevante gegevens over het betreffende oogstjaar, bij gebreke waarvan de verkoper de koper een boete ten bedrage van 10% van de koopprijs van de door verkoper aan koper verkochte pootaardappelen van dat oogstjaar is verschuldigd, onverminderd het eventuele recht van koper op schadevergoeding.

ARTIKEL 15 RASSEN MET KWEKERSRECHT

Pootgoed van rassen met kwekersrecht mag alleen voor verdere vermeerdering van het ras worden bestemd, als koper vóór de uitplant van het pootgoed schriftelijk aan de kweker of zijn vertegenwoordiger te kennen geeft dat hij pootgoed van het ras voor verdere vermeerdering zal bestemmen. Koper erkent dat hij voor verdere vermeerdering van het ras een door de kweker of zijn vertegenwoordiger opgelegde billijke vergoeding aan de kweker of de vertegenwoordiger van het ras moet betalen. Ingeval koper de verplichting niet nakomt, is kweker of zijn vertegenwoordiger gerechtigd een schadevergoeding, waaronder mede begrepen winstderving, te vorderen.

Hoofdstuk V MONSTERNAME EN GEWICHT

ARTIKEL 16 MONSTERNAME

Bij verkoop van de opbrengst (in één of meer sorteringen) van een bepaald perceel is koper gerechtigd monsters te nemen te velde en/of van de partij. De koper dient de verkoper hiervan op de hoogte te stellen, opdat de verkoper daarbij aanwezig kan zijn.

ARTIKEL 17 GEWICHTSBEPALING

Het gewicht dient te worden bepaald door en voor rekening van de verkoper. Koper en verkoper dienen over en weer in de gelegenheid te worden gesteld daarbij aanwezig te zijn en hebben het recht op een weegbriefje.

ARTIKEL 18 PLUSMINUS / CIRCA GEWICHTSHOEVEELHEID

1. Indien plusminus dan wel circa een bepaalde gewichtshoeveelheid is verkocht, is verkoper bij de levering een speling van 5% meer of minder toegestaan.
2. Indien een plusminus dan wel circa verkochte gewichtshoeveelheid betrekking heeft op de gehele inhoud van een bepaalde opslagplaats of opbrengst van een bepaald perceel pootaardappelen, is de verkoper verplicht de gehele inhoud respectievelijk opbrengst te leveren en de koper verplicht deze te ontvangen.
Bedraagt het gewicht daarvan:
 - a) minder dan de plusminus of circa verkochte gewichtshoeveelheid, dan is de verkoper aansprakelijk voor het tekort voor zover dit 10% van die verkochte gewichtshoeveelheid overschrijdt;
 - b) meer dan de plusminus of circa verkochte gewichtshoeveelheid, dan is de koper niet verplicht het meerdere te ontvangen voor zover dit 10% van die verkochte gewichtshoeveelheid overschrijdt.

ARTIKEL 19 LOSGESTORTE VERLADING

1. Bij losgestorte verlading is de verkoper ten aanzien van de te verladen gewichtshoeveelheid een speling van 2,5% naar boven of beneden toegestaan.
2. Bij losgestorte verlading van een in deelleveringen af te nemen hoeveelheid geldt als afgenomen hoeveelheid de som van de geleverde gewichten van de deelleveringen, waarbij uitsluitend over het geleverde gewicht van de laatste deellevering een speling van 2,5% naar boven of beneden is toegestaan.
3. In de onder lid 1 en 2 van dit artikel genoemde gevallen vindt altijd verrekening van het ten opzichte van de gecontracteerde hoeveelheid meer of minder geleverde plaats tegen dagprijs.

Hoofdstuk VI EMBALLAGE

ARTIKEL 20 ALGEMEEN

1. Pootaardappelen dienen in de overeengekomen emballage te worden geleverd.
2. De emballage dient te voldoen aan de door de NAK dan wel door andere daartoe bevoegde instanties ten aanzien van de aan de emballage gestelde voorschriften.

ARTIKEL 21 KOPERS EMBALLAGE

1. Bij levering in kopers emballage dient koper deze tijdig, doch tenminste 5 werkdagen voor de dag van de (deel)levering in de benodigde hoeveelheid franco aan verkoper ter beschikking te stellen.
2. Indien koper de emballage niet tijdig aan verkoper ter beschikking heeft gesteld, is verkoper gerechtigd - nadat hij koper daarvoor in gebreke heeft gesteld en een aanvullende termijn van twee werkdagen is verstreken - voor rekening van koper in ongemerkte emballage te leveren. Verkoper dient koper van zijn voornemen direct op de hoogte te stellen.

ARTIKEL 22 VERKOPERS EMBALLAGE

1. Bij koop in verkopers emballage worden partijen geacht de koopprijs inclusief verkopers emballage te zijn overeengekomen.
2. Indien gekocht is exclusief verkopers emballage, dient bij levering in verkopers emballage deze aan koper in rekening te worden gebracht tegen kostprijs.
3. Koper dient het door verkoper in rekening gebrachte statiegeld voor fust of pallets op de overeengekomen betalingswijze te voldoen.

4. Verkoper dient ontvangen statiegeld binnen tien werkdagen na het retour ontvangen van het fust of de pallets terug te betalen onder aftrek voor beschadigde of onbruikbaar geworden eenheden.

Hoofdstuk VII VERVOER

ARTIKEL 23 KOSTEN EN RISICO

1. De kosten en risico van het vervoer zijn tot het moment van levering voor rekening van verkoper en daarna voor rekening van koper.
2. De kosten van koeling tijdens het transport zijn tot het moment van levering voor rekening van koper.

ARTIKEL 24 KOPERS INSTRUCTIES

Verkoper dient de door koper tijdig vóór de aanvang van de verlading gegeven instructies met betrekking tot transportmiddel, vorstverpakking, koeling en verlading op te volgen.

ARTIKEL 25 VORSTVERPAKKING

1. De koper beslist over de in transportmiddelen aan te brengen vorstverpakking; de aard van deze verpakking moet door de koper worden aangegeven tegelijkertijd met het aan de verkoper verstrekken van de verlaadinstructies.
2. Ingeval koper nalaat tijdig vóór de aanvang van de verlading instructies met betrekking tot de vorstverpakking te geven, dient verkoper eerst te trachten deze instructies alsnog van koper te ontvangen. Lukt dit niet, dan dient verkoper naar zijn inzicht de vorstverpakking aan te brengen.
3. De kosten van de aan te brengen vorstverpakking zijn voor rekening van koper.
4. Indien verkoper, ondanks een tijdig ontvingen afroep en/of verlaadinstructie, later aflevert dan door partijen was overeengekomen, zijn de kosten van de vorstverpakking voor verkopers rekening indien bij tijdige levering onder normale omstandigheden voor het vervoer geen vorstverpakking nodig geweest zou zijn.
5. Ingeval vorstverpakking wordt gebruikt, moeten de deuren en luiken zorgvuldig worden afgesloten.
6. Behoudens op uitdrukkelijk verzoek van de koper moeten isothermische vervoermiddelen niet van een vorstverpakking worden voorzien. De inwendige metalen delen (wanden en bodem) moeten evenwel met een isolatiemateriaal worden geïsoleerd om elk contact met de poot aardappelen te voorkomen.
7. Als de vorstverpakking deugdelijk is aangebracht, is koper aansprakelijk voor eventuele vorstschade tijdens het vervoer.

ARTIKEL 26 SEPARATIE PARTIJEN

Indien in eenzelfde vervoermiddel partijen van meer dan één ras, maat, keuringsklasse of herkomst worden geladen, dient de verkoper zorg te dragen voor het aanbrengen van een separatie, zodat de koper bij lossing onmiddellijk de verschillende rassen en maten, keuringsklassen en herkomsten kan onderscheiden.

ARTIKEL 27 GEGEVENS EN DOCUMENTEN

Koper dient verkoper tijdig de benodigde gegevens en documenten voor de verzending van de poot aardappelen te verstrekken.

Hoofdstuk VIII RISICO-OVERGANG

ARTIKEL 28 RISICO-OVERGANG

1. Het risico met betrekking tot pootaardappelen gaat altijd van verkoper over op koper vanaf het tijdstip van levering.
2. De verkoper is verplicht tot aan de levering zorg te dragen voor de pootaardappelen, waaronder voor een goede bewaring. De kosten daarvan komen voor zijn rekening.
3. De koper is verplicht na levering zorg te dragen voor de pootaardappelen, waaronder voor een goede bewaring. De kosten daarvan komen voor zijn rekening.

Hoofdstuk IX LEVERING

ARTIKEL 29 AFROEP

1. Ingeval levering op afroep is overeengekomen, dient door koper tijdig te worden afgeroepen tegen een redelijk te achten tijdstip, met dien verstande dat een termijn van 1 week in ieder geval geacht wordt redelijk te zijn. Indien de koper de verkoper niet in de gelegenheid stelt om de afgeroepen partij pootaardappelen voor of op het afgesproken tijdstip te leveren, is de verkoper niet aansprakelijk voor de kwaliteitsgevolgen hiervan.
2. Bij levering door een teler dient koper bij partijen groter dan 50 ton veldgewas tenminste 5 werkdagen en bij partijen van 50 ton veldgewas en minder tenminste 3 werkdagen voor de levering af te roepen met dien verstande dat een afroep van 25 ton veldgewas per dag redelijk wordt geacht.

ARTIKEL 30 TIJD VAN LEVERING

1. **Belading en transport door verkoper**
Indien verkoper zorg draagt voor de belading van het vervoermiddel en het transport van de pootaardappelen naar een door koper aangewezen plaats, wordt als het tijdstip van levering beschouwd het moment na het lossen van het product op voormelde plaats.
2. **Belading door verkoper, transport door koper**
Indien koper zorgdraagt voor het transport van de pootaardappelen naar een door hem aangewezen plaats en de verkoper zorgdraagt voor de belading van het vervoermiddel, wordt als tijdstip van levering beschouwd het moment na de belading van het vervoermiddel.
3. **Belading en transport door de koper**
Indien koper zorgdraagt voor de belading van het vervoermiddel en het transport van de pootaardappelen naar een door hem aangewezen plaats, wordt als tijdstip van levering beschouwd het moment waarop het product door verkoper voor belading wordt aangeboden.
4. Indien omtrent het tijdstip van levering niets is overeengekomen, dient de levering te geschieden binnen 1 week na de dag waarop de overeenkomst werd gesloten.
5. Indien voor een bepaalde datum of binnen een bepaald tijdvak geleverd moet worden, dient koper één week vooraf kennis te geven van het tijdstip waarop hij levering verlangt.
6. Bij 'directe levering' dient de levering te geschieden binnen drie werkdagen na de dag waarop de overeenkomst werd gesloten.
7. Indien de koper de verkoper niet in de gelegenheid stelt de partijen binnen de gestelde termijnen van 1 week en drie dagen in respectievelijk lid 4 en 5, en lid 6 te leveren, is de verkoper niet aansprakelijk voor de kwaliteitsgevolgen hiervan.

ARTIKEL 31 PLAATS VAN LEVERING

1. De levering dient te geschieden in Nederland op de voor verkoper meest geschikte laadplaats.
2. Bij verkoop 'af' dient te worden geleverd uit het overeengekomen gebied van herkomst met maximaal 3 laadplaatsen in dezelfde provincie per vracht, per maatsortering.
3. Bij verkoop 'op auto', 'op wagon' of in 'container' dient de verkoper de auto, respectievelijk wagon, respectievelijk container te laden.
4. Bij verkoop 'franco' plaats van bestemming dient te worden geleverd op de overeengekomen plaats van bestemming.

ARTIKEL 32 WACHTUREN

1. Ingeval de pootaardappelen op of omstreeks een overeengekomen tijdstip door verkoper worden aangeleverd doch niet kunnen worden gelost, respectievelijk door koper worden afgehaald doch niet kunnen worden geladen en hierdoor wachturen ontstaan, komen de eerste twee wachturen voor rekening van de wachtende partij. De overige wachturen komen voor rekening van zijn wederpartij.
2. Ingeval de aardappelen vroeger dan of omstreeks een overeengekomen tijdstip door verkoper worden aangeleverd respectievelijk door koper worden afgehaald, komen eventuele wachturen voor zijn rekening, behoudens indien en voorzover deze wachturen aan zijn wederpartij kunnen worden toegerekend.

Hoofdstuk X KEURING, KLACHTEN, EXPERTISE, EXPERTISEPROCEDURE. MISSERS EN SCHADELOOSSTELLING

ARTIKEL 33 KEURING, KLACHTEN EN EXPERTISE

1. De koper dient zorgvuldig na te gaan of de pootaardappelen aan de overeengekomen voorwaarden voldoen en zijn klachten zo spoedig mogelijk, doch uiterlijk binnen 24 uur na het tijdstip van levering aan de verkoper kenbaar te maken, in welk geval de partij bij wie de pootaardappelen zich bevinden deze zorgvuldig dient te bewaren voor eventuele expertise.
2. Indien ingeval van doorverkoop moet worden geleverd zonder overladen, moet(en) de tussenliggende wederverkoper(s) eventuele klachten onmiddellijk doorgeven aan degene van wie gekocht werd.
3. Uitgezonderd bij verlading in bulk dient koper ingeval van klachten op verkopers verzoek de pootaardappelen te lossen. Bij verlading in bulk dienen ingeval van klachten de pootaardappelen te worden geretourneerd aan de verkoper. Indien de klachten ongegrond blijken, zijn alle gemaakte kosten als gevolg van de vermeende klachten voor rekening van de koper.
4. Indien de verkoper de klacht niet uiterlijk de eerste dag na levering accepteert, dan wel daar niet op antwoordt, dient de koper met de meeste spoed expertise aan te vragen.
5. Indien de koper de pootaardappelen zonder klachten aanvaardt of niet tijdig expertise aanvraagt, wordt verkoper geacht aan zijn leveringsverplichtingen te hebben voldaan, behoudens het bepaalde in het volgende lid van dit artikel en de artikelen 39 en 40.
6. De verkoper is aansprakelijk voor verborgen gebreken in de geleverde pootaardappelen t/m 15 juni van het jaar, waarin de aardappelen worden gepoot.
7. Een verborgen gebrek is een gebrek in de kwaliteit van de pootaardappelen dat bij een normaal onderzoek bij levering van de pootaardappelen niet zou zijn ontdekt.

- Indien de verborgen gebreken zijn ontstaan door grove schuld, opzet of nalatigheid van verkoper, blijft deze ook na 15 juni, van het jaar waarin de aardappelen worden gepoot, aansprakelijk voor verborgen gebreken.

ARTIKEL 34 EXPERTISEPROCEDURE

- Indien verkoper het niet eens is met koper over het bedrag van de korting of kopers reclame niet accepteert, hetzij uitdrukkelijk, hetzij door niet te antwoorden binnen negen werkdagen na de ontvangst van de klacht, dient koper op straffe van verlies van rechten de NAK onmiddellijk te verzoeken een expertiserapport te laten opmaken. De NAK wijst een beëdigde, onafhankelijke expert aan en stelt partijen in de gelegenheid bij de expertise aanwezig te zijn.
- Het expertiserapport is bindend, tenzij één der partijen uiterlijk de werkdag na de dag van kennisgeving van de inhoud daarvan bij de NAO herexpertise aanvraagt. Alsdan wijst de NAO een andere onafhankelijke en beëdigde expert aan. Het rapport van de herexpertise is voor partijen bindend.
- De kosten van de expertise en de herexpertise moeten worden voldaan door de aanvrager, doch komen voor rekening van de in het ongelijk gestelde partij.
- De NAK en de NAO kunnen van de aanvrager betaling van een voorschot voor de (her)expertisekosten verlangen alvorens tot aanwijzing van een expert over te gaan.

ARTIKEL 35 MISSERS EN SCHADELOOSSTELLING

- Indien, als gevolg van een verborgen gebrek, planten niet opkomen, en/of niet tot volwaardige productie komen, hierna missers genoemd, heeft de koper recht op schadevergoeding conform dit artikel mits koper uiterlijk 15 juni van het jaar waarin de aardappelen worden gepoot, verkoper heeft uitgenodigd om gezamenlijk het percentage missers vast te stellen.
- Indien partijen geen overeenstemming bereiken over het percentage missers wordt door één of beide partijen bij de NAK onmiddellijk een verzoek om expertise gedaan. De NAK wijst een beëdigde, onafhankelijke expert aan om het percentage vast te stellen en stelt partijen in de gelegenheid bij de expertise aanwezig te zijn.
- Het door de expert vastgestelde percentage is bindend.
- De kosten van de expertise worden door de aanvrager of aanvragers gezamenlijk voldaan.
- Tenzij partijen schriftelijk anders overeenkomen is verkoper aan koper een schadevergoeding verschuldigd bestaand uit een percentage van het factuurbedrag. Dat percentage wordt berekend door het percentage missers te vermenigvuldigen met de factor conform onderstaande tabel.

% missers	Factor
6 - 15	1,00
16 - 25	1,25
26 - 35	1,50
36 - 50	2,00

Indien het percentage missers minder is dan 6 %, dan heeft de koper geen recht op schadevergoeding.

Indien het percentage missers 50% of meer is, dan bedraagt de schadevergoeding het factuurbedrag.

Hoofdstuk XI NIET NAKOMING

ARTIKEL 36 GEVOLGEN NIET NAKOMING, INGEBREKESTELLING

1. Indien een partij een verplichting niet op tijd is nagekomen, geeft dit de wederpartij alleen recht per aangetekend schrijven de overeenkomst geheel of gedeeltelijk te ontbinden en/of schadevergoeding te vorderen, nadat zij de nalatige partij per aangetekend schrijven in gebreke heeft gesteld en deze aan die ingebrekestelling geen gevolg heeft gegeven.
2. De ingebrekestelling dient te bevatten een aanmaning om die verplichting alsnog vóór of op een redelijk te achten tijdstip na te komen met de mededeling dat bij niet-nakoming de overeenkomst geheel of gedeeltelijk wordt geannuleerd en/of schadevergoeding wordt gevorderd.
3. Een ingebrekestelling is niet nodig, indien de termijn voor nakoming van een bepaalde verplichting door partijen uitdrukkelijk als fatale termijn is overeengekomen.

ARTIKEL 37 BIJ VOORBAAT IN GEBREKE STELLEN

Een partij kan haar wederpartij reeds bij voorbaat in gebreke stellen door deze een redelijke tijd doch tenminste vijf werkdagen vóór het overeengekomen tijdstip waarop deze (uiterlijk) een verplichting dient na te komen schriftelijk bij voorbaat aan te manen die verplichting op tijd na te komen en daarbij mede te delen, dat indien dit niet gebeurt, zij de overeenkomst geheel of voor de in die aanmaning aangegeven verplichting annuleert en/of schadevergoeding vordert.

ARTIKEL 38 VERJARING

Een overeenkomst van koop en verkoop wordt van rechtswege ontbonden, zonder recht op schadevergoeding, indien dertig dagen na afloop van de voor de nakoming overeengekomen termijn geen der partijen schriftelijk blijkt heeft gegeven nakoming van de overeenkomst te wensen.

Op het moment van afloop van de voor nakoming overeengekomen termijn bij herfst- en voorjaarsleveringen hebben koper en verkoper de plicht elkaar te melden over de afloop van de termijn.

Hoofdstuk XII LEVERING VOOR EXPORT

ARTIKEL 39 EXPORTEISEN

1. Indien pootaardappelen worden gekocht voor export naar een bepaald land, dient dit op de bevestiging tot uitdrukking te worden gebracht, in welk geval de pootaardappelen dienen te voldoen aan de door of vanwege de Nederlandse overheid voor dat land voorgeschreven exporteisen.
2. Wanneer geen land van bestemming is genoemd, moeten de aardappelen voldoen aan de door of vanwege de Nederlandse overheid gestelde minimumeisen voor export.
3. Indien de exporteisen na de contractdatum zijn gewijzigd, zijn de eisen ten tijde van de contractdatum maatstafgevend.
4. De koper heeft het recht levering voor een ander land dan het overeengekomen land van bestemming te eisen, mits de eisen voor export naar dat andere land niet zwaarder zijn dan die voor het overeengekomen land van bestemming.

ARTIKEL 40 AANSPRAKELIJKHEID BIJ EXPORT

Elke klacht bij export door de koper gedaan na de lossing in het land van bestemming zal geen waarde hebben behalve:

- a) ingeval van vervoer over zee, waarbij lossing nodig is voordat de reclame mogelijk is.
De reclame is slechts geldig als zij binnen 18 werkuren na keuring door de lokale

fyto-sanitaire dienst is gedaan, op voorwaarde dat de identificatie van de handelswaar niet kan worden betwist.

- b) ingeval van een verborgen gebrek, dat wil zeggen een gebrek dat bij een normaal onderzoek van de handelswaar niet zou zijn ontdekt, zal als uitgangspunt voor de reclametermijn de datum van aankomst in het land van bestemming zijn. De datum van verzending van de klacht mag niet later zijn dan drie weken na aankomst in het land van bestemming, op voorwaarde dat de identificatie van de handelswaar niet kan worden betwist.
- c) ingeval van zich ontwikkelende ziekten als bedoeld in paragraaf A2 in bijlage II van de richtlijn 2002/56/CE van de Raad, op voorwaarde:
 - dat zij wordt gedaan vóór het planten, op zijn laatst binnen 6 weken na de levering
 - dat de identificatie van de handelswaar niet kan worden betwist
 - dat alle omstandigheden zijn aangevoerd die uitsluiten dat de ziekte kan worden toegeschreven aan de omstandigheden waaronder de handelswaar gedurende die periode is opgeslagen.

ARTIKEL 41 HERKEURING BIJ EXPORT

Indien de verkoper zich niet kan verenigen met een afkeuring door de NVWA, kan hij binnen de daarvoor gestelde termijn herkeuring bij de NVWA aanvragen.

ARTIKEL 42 RISICO IN- EN UITVOERBELEMMERINGEN

Voor rekening van koper komen de eventuele nadelige gevolgen van:

- a) bij het sluiten van de overeenkomst bestaande of nadien afkomende verboden, beperkingen of andere belemmerende maatregelen door de Nederlandse of buitenlandse overheid ten aanzien van de uitvoer naar respectievelijk de invoer in het desbetreffende land;
- b) het niet bezitten of niet verkrijgen van voor de uitvoer naar respectievelijk de invoer in het buitenland vereiste vergunningen of documenten;
- c) verzwaring van de voor het importerende land door de NVWA gestelde eisen na het sluiten van de overeenkomst.

ARTIKEL 43 WIJZIGING PLAATS VAN LEVERING

Indien levering aan grens, grensstation of zeehaven is overeengekomen, is verkoper op verlangen van koper verplicht te aanvaarden dat die plaats van levering wordt gewijzigd in de voor koper meest geschikte laadplaats. De hiermee gepaard gaande meerdere of mindere kosten dienen te worden verrekend.

Hoofdstuk XIII BETALING

ARTIKEL 44 PRIJS

1. De koopprijs wordt geacht exclusief BTW te zijn.
2. De koopprijs dient te worden berekend over de gewichtshoeveelheid.
3. Eventuele kosten van opslag en bewaring vóór de levering, worden geacht in de koopprijs te zijn begrepen.

ARTIKEL 45 BETALINGSTERMIJN

Betaling dient te geschieden binnen 30 dagen na levering. Koper kan facturering verlangen.

Hoofdstuk XIV GEVOLGEN TE LATE BETALING

ARTIKEL 46 RENTE

Bij te late betaling is de debiteur - zonder dat daarvoor een ingebrekestelling nodig is - een rente verschuldigd van 2% boven de wettelijke handelsrente, waarbij elk gedeelte van een maand als een gehele maand wordt berekend, gerekend vanaf het verstrijken van de betalingstermijn tot de dag van de algehele voldoening.

ARTIKEL 47 BUITENGERECHTELIJKE INCASSOKOSTEN

Bij te late betaling is de debiteur na ingebrekestelling buitengerechtelijke gemaakte incassokosten verschuldigd van 15% van de hoofdsom inclusief BTW met een minimum van € 250,-.

ARTIKEL 48 OPSCHORTING VERDERE LEVERINGEN / ONTBINDING

Bij te late betaling is verkoper - zolang nog niet is betaald - gerechtigd:

- a) elke verdere (deel)levering, gebaseerd op overeenkomsten waarop deze voorwaarden van toepassing zijn, op te schorten tot de openstaande facturen zijn betaald of een bankgarantie tot zekerheid van de betaling van hetgeen is geleverd en nog moet worden geleverd, is gesteld;
- b) na ingebrekestelling de op deze voorwaarden gesloten overeenkomsten voorzover nog niet uitgevoerd te ontbinden en/of schadevergoeding te vorderen.

ARTIKEL 49 EIGENDOMSVOORBEHOUD

Zolang de koper de koopprijs niet (geheel) heeft voldaan binnen de overeengekomen termijn

- a) blijft de geleverde handelswaar - voor rekening en risico overigens van de koper - eigendom van de verkoper;
- b) is de koper verplicht de verkoper desgevraagd mede te delen waar de handelswaar zich bevindt en hem toegang tot de handelswaar te verschaffen.

Hoofdstuk XV INSOLVABILITEIT

ARTIKEL 50 GEVOLGEN INSOLVABILITEIT

1. Ingeval één der partijen na sluiting van de overeenkomst van koop en verkoop dermate ongunstige inlichtingen over de financiële toestand van zijn wederpartij ontvangt, dat een reëel gevaar voor niet tijdige of niet volledige betaling respectievelijk levering aanwezig moet worden geacht en die partij - ingeval haar deze toestand van zijn wederpartij vóór sluiting van de overeenkomst van koop en verkoop bekend zou zijn geweest - de overeenkomst niet of onder andere voorwaarden zou hebben gesloten, is die partij gerechtigd schriftelijk onder opgave van redenen tenminste vijf werkdagen vóór de (deel)levering van de wederpartij:
 - a) zekerheidsstelling voor de betaling in de vorm van afwijkende betalingsvoorwaarden te verlangen respectievelijk
 - b) zekerheidsstelling voor nakoming van de levering te verlangen, mits dit gezien de omstandigheden van het geval als redelijk kan worden aangemerkt.
2. Het in het eerste lid bedoelde gevaar kan onder meer aanwezig worden geacht, indien een credietverzekeringsmaatschappij de dekking op de wederpartij intrekt.
3. Degene die zekerheid eist, dient de wederpartij de daaraan verbonden kosten vermeerderd met 1% van het factuurbedrag te vergoeden en is aansprakelijk voor alle schade voortvloeiend uit ten onrechte gevorderde zekerheidsstelling.

4. Indien de wederpartij niet binnen drie werkdagen na ontvangst van het verzoek antwoordt, of de hem gevraagde zekerheidsstelling afwijst zonder zijnerzijds een andere vorm van zekerheidsstelling - die gezien de omstandigheden van het geval als redelijk dient te worden aangemerkt - aan te bieden, is de andere partij gerechtigd de overeenkomst schriftelijk te annuleren en schadevergoeding te vorderen.

Hoofdstuk XVI SCHADE

ARTIKEL 51 SCHADEVERGOEDING

1. Indien één der partijen met nakoming van haar verplichtingen in gebreke is gebleven, heeft de wederpartij recht op volledige vergoeding van haar eventuele schade, kosten en interessen, waaronder begrepen winstderving.
2. Indien de verborgen gebreken in de geleverde pootaardappelen niet aan verkoper zijn te wijten, is verkoper, in afwijking van het gestelde in lid 1, slechts gehouden tot een schadevergoeding aan koper van ten hoogste de koopprijs, vermeerderd met de eventueel door koper gemaakte kosten.
3. Indien in het contract de bestemming niet is overeengekomen, kunnen als onderdeel van de schadevergoeding gemaakte transportkosten buiten Nederland niet verhaald worden op de verkoper.

ARTIKEL 52 BEREKENING VERGOEDING DIRECTE SCHADE

1. Als schade geleden door het niet leveren respectievelijk niet ontvangen van aardappelen, komt uitsluitend voor vergoeding in aanmerking het nadelig verschil tussen de (ver)koopprijs en de marktprijs ten tijde van de wanprestatie.
De marktprijs dient zo mogelijk te worden vastgesteld door een beëdigd makelaar.
2. In afwijking van het bepaalde in het vorige lid van dit artikel kan de benadeelde partij, die uiterlijk de tweede werkdag na de wanprestatie - middels een beëdigd makelaar - een dekkings(ver)koop sluit, aanspraak maken op het nadelig verschil tussen de (ver)koopprijs en de prijs van de dekkings(ver)koop.

ARTIKEL 53 SCHADEBEPERKINGSPLICHT

Partijen dienen maatregelen te nemen om de schade zoveel mogelijk te beperken.

Hoofdstuk XVII OVERMACHT

ARTIKEL 54 GEVOLGEN VAN OVERMACHT

1. Een tekortkoming kan de schuldenaar niet worden toegerekend, indien zij niet te wijten is aan zijn schuld, noch krachtens wet, rechtshandeling of in het verkeer geldende opvattingen voor zijn rekening komt.
2. Wanneer overmacht nakoming van de overeenkomst onmogelijk maakt, wordt gedurende de overmacht de verplichting tot nakoming opgeschort zonder recht op schadevergoeding, mits de zich op overmacht beroepende partij zijn wederpartij onmiddellijk per aangetekend schrijven daarvan op de hoogte heeft gesteld.
3. Als de overmachtssituatie langer dan één maand duurt, heeft elke partij gedurende de overmachtssituatie het recht de overeenkomst te ontbinden zonder recht op respectievelijk verplichting tot schadevergoeding.
4. Indien ten aanzien van in enig jaar gegroeide aardappelen de overmachtssituatie op 16 mei van het daaropvolgende jaar nog bestaat, wordt de overeenkomst op die datum van rechtswege ontbonden zonder recht op schadevergoeding.

5. Een beroep op overmacht komt niet toe aan de partij die vóór het intreden van de overmacht in gebreke was.
6. Verkoper behoudt zich het recht voor verkopen slechts gedeeltelijk uit te voeren, indien blijkt dat door overmacht, waaronder weersomstandigheden en quarantaine ziekten, de beschikbare hoeveelheid ontoereikend is.
7. Indien verkoper hoeveelheden aan verschillende kopers verkocht heeft en het totaal van die verkopen groter is dan de beschikbare hoeveelheid, dient hij de hoeveelheid van het eerst afgesloten contract volledig te leveren of te reserveren en vervolgens in chronologische volgorde van de data der verkoopovereenkomsten elk der volgende verkochte hoeveelheden volledig te leveren of daarvoor te reserveren voor zover de beschikbare hoeveelheid dit toelaat.

Hoofdstuk XVIII ARBITRAGEREGELING

ARTIKEL 55 ARBITRAAL BEDING

1. Alle geschillen over of naar aanleiding van een overeenkomst waarop deze voorwaarden van toepassing zijn of nadere overeenkomsten die daarvan het uitvloeisel zijn, zullen met uitsluiting van de gewone rechter worden beslecht door arbitrage op de wijze als in het NAO-arbitragereglement is bepaald. Arbitrage dient binnen de in het arbitragereglement gestelde vervaltermijn te worden aangevraagd.
2. Indien een op grond van een in het eerste lid bedoeld arbitraal beding gewezen arbitraal vonnis door de gewone rechter mocht worden nietig verklaard op andere gronden dan het niet toepasselijk zijn van dit arbitraal beding, blijft de beslechting van het geschil met uitsluiting van de gewone rechter aan dit arbitraal beding onderworpen.

Hoofdstuk XIX SLOTBEPALINGEN

ARTIKEL 56 WIJZIGING OF VERVAL VOORWAARDEN

1. Wijziging of verval van deze voorwaarden en/of het NAO-arbitragereglement dient te worden vastgesteld door de Nederlandse Aardappel Organisatie (NAO), LTO Nederland, de Vereniging voor de Aardappelverwerkende Industrie (VAVI) en de Nederlandse Akkerbouw Vakbond (NAV), alsmede te worden gedeponneerd ter griffie van de arrondissementsrechtbank te 's-Gravenhage vóór de datum waarop de wijziging of het verval van kracht wordt.
2. Wijziging of verval van deze voorwaarden en het NAO-arbitragereglement is - tenzij partijen uitdrukkelijk anders zijn overeengekomen - niet van toepassing op en brengt geen verandering in vóór de inwerkingtreding daarvan gesloten overeenkomsten.
3. Bij constatering van het strijdig zijn van een of meerdere artikelen van de voorwaarden met de Nederlandse wet, blijven de overige artikelen van de voorwaarden van kracht.

Aldus vastgesteld te 's-Gravenhage in de maand juni 2018.

NAO (Nederlandse Aardappel Organisatie)

Ir. D. Hylkema, MBA (directeur)

LTO Nederland

Dr. Ir. J.H. van Wenum (voorzitter LTO Vakgroep Akkerbouw)

VAVI (Vereniging voor de Aardappelverwerkende Industrie)

P.H. Merckens (voorzitter)

NAV (Nederlandse Akkerbouw Vakbond)

Ing. T.S. de Jong (voorzitter)

I ARBITRAGEREGLEMENT BEHORENDE BIJ DE ALGEMENE HANDELSVOORWAARDEN POOTAARDAPPELEN 2018

vastgesteld door de Nederlandse Aardappel Organisatie (NAO), LTO Nederland, de Vereniging voor de Aardappelverwerkende Industrie (VAVI) en de Nederlandse Akkerbouw Vakbond (NAV) in de maand juni 2018, gedeponeerd ter griffie van de arrondissementsrechtbank te 's-Gravenhage in de maand juni 2018 en in werking getreden op 1 juli 2018.

ARTIKEL 1 LIJST VAN ARBITERS

1. De NAO stellen een lijst van arbiters op, waarop
 - a. tenminste twee personen voorkomen die als voorzitter-arbiter kunnen optreden en aan een Nederlandse universiteit of hogeschool de titel van meester in de rechten hebben verkregen.
 - b. tenminste 12 personen voorkomen die als arbiter kunnen optreden, waarvan
 - 6 te rekenen tot de sector van de binnenlandse teelt van pootaardappelen
 - 6 te rekenen tot de sector van de binnenlandse handel in pootaardappelenen deponeert deze lijst ten kantore van de NAO.
2. De NAO kan altijd de lijst van arbiters - in het bijzonder bij het bereiken der arbiters van de 70-jarige leeftijd - wijzigen.

ARTIKEL 2 ARBITRAGEBUREAU

De NAO stelt een Arbitragebureau in, dat gevestigd is ten kantore van het Instituut voor Agrarisch Recht en belast is met de in dit reglement aan dit bureau opgedragen werkzaamheden en het voeren van de daarmee verband houdende correspondentie.

ARTIKEL 3 MEDEDELINGEN

Het Arbitragebureau zal een verzoek of mededeling die tot een of meer partijen is gericht elektronisch verzenden per e-mail indien partijen door opgave van hun e-mailadres kenbaar hebben gemaakt daarvoor langs deze weg bereikbaar te zijn

ARTIKEL 4 ARBITRAGECOMMISSIE

1. Alle geschillen worden in eerste aanleg beslecht door een Arbitragecommissie bestaande uit:
 - a) één voorzitter-arbiter, indien de vordering en eventuele tegenvordering in hoofdsom €10.000,- of minder bedragen, alsmede geen der partijen noch de in de betreffende arbitrage benoemde voorzitter-arbiter het Arbitragebureau tijdens de schriftelijke procedure schriftelijk behandeling door drie arbiters heeft verzocht;
 - b) één voorzitter-arbiter alsmede twee arbiters in alle andere gevallen.
2. Alle geschillen worden in hoger beroep beslecht door een Arbitragecommissie bestaande uit één voorzitter-arbiter alsmede twee arbiters, die niet betrokken mogen zijn geweest bij de behandeling in eerste aanleg.

ARTIKEL 5 VERVAL TERMIJNEN VOOR HET AANVRAGEN VAN ARBITRAGE

1. Arbitrage in eerste aanleg dient te worden aangevraagd binnen twee maanden nadat gebleken is dat het geschil niet in der minne tussen partijen kan worden opgelost. Ten aanzien van tegenvorderingen geldt het bepaalde in artikel 8 lid 2 sub b.
2. Arbitrage in beroep tegen een in eerste aanleg gewezen arbitraal vonnis dient onder een overlegging van een afschrift van dit vonnis te worden aangevraagd binnen dertig dagen na de dag van afzending van het door de Arbitragecommissie in eerste aanleg gewezen

arbitraal vonnis. Ten aanzien van het instellen van tegenberoep geldt het bepaalde in artikel 8 lid 2 sub b.

ARTIKEL 6 ARBITRAGE-AANVRAAG

1. Elke arbitrage-aanvraag dient schriftelijk in vijfvoud te worden gericht aan het Arbitragebureau. De arbitrage-aanvraag kan door middel van schriftelijke telecommunicatie en langs elektronische weg als bedoeld in artikel 1072b Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering worden ingediend.
2. Elke arbitrage-aanvraag dient te bevatten:
 - a) naam, voornamen, beroep en adres van partijen
 - b) een nauwkeurige opgave van feiten waarop de aanvrager zijn vordering(en) baseert
 - c) een duidelijke omschrijving van hetgeen de aanvrager vordert (conclusie van eis)
 - d) de bevestiging van de betreffende overeenkomst
 - e) een eventueel verzoek om behandeling van de arbitrage door een afwijkend aantal arbiters (1 of 3, gelet op het bepaalde in artikel 4 lid 1)
3. Indien de arbitrage-aanvraag niet aan de gestelde eisen voldoet, stelt het Arbitragebureau de aanvrager in de gelegenheid zijn arbitrage-aanvraag binnen een door het Arbitragebureau te bepalen termijn aan te vullen.
4. Het Arbitragebureau doet de partij tegen wie arbitrage is aangevraagd onverwijld per aangetekend schrijven een exemplaar van de arbitrage-aanvraag toekomen.

ARTIKEL 7 VOORSCHOT ARBITRAGEKOSTEN

1. Na ontvangst van een arbitrage-aanvraag respectievelijk het instellen van een tegenvordering stelt het Arbitragebureau het bedrag vast, dat de aanvrager van de arbitrage respectievelijk de tegenpartij die een tegenvordering instelt als voorschot en zonodig als aanvullend voorschot ter bestrijding van de verwachte arbitragekosten binnen een door het Arbitragebureau te bepalen termijn dient te betalen.
2. Bij gebreke van betaling binnen de vastgestelde termijn wordt de arbitrage-aanvraag respectievelijk de ingestelde tegenvordering geacht te zijn ingetrokken. Evenwel kan opnieuw arbitrage worden aangevraagd respectievelijk een tegenvordering worden ingesteld binnen de vervaltermijnen van artikel 5.

ARTIKEL 8 VERWEER VAN DE TEGENPARTIJ

1. Zodra het gevraagde voorschot voor de verwachte arbitragekosten is voldaan, stelt het Arbitragebureau de tegenpartij in de gelegenheid binnen drie weken schriftelijk in vijfvoud te antwoorden (conclusie van antwoord). De conclusie van antwoord kan door middel van schriftelijke telecommunicatie en langs elektronische weg als bedoeld in artikel 1072b Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering worden ingediend.
2. De tegenpartij dient uiterlijk in haar antwoord:
 - a) een eventueel beroep op onbevoegdheid van arbiters gemotiveerd voor te dragen;
 - b) een eventuele tegenvordering, dan wel - ingeval arbitrage in hoger beroep is ingesteld - eventueel tegenberoep in te stellen.
3. Het Arbitragebureau zendt de aanvrager een afschrift van het antwoord van de tegenpartij.

ARTIKEL 9 REPLIEK EN DUPLIEK IN EERSTE AANLEG

1. In eerste aanleg stelt het Arbitragebureau de aanvrager in de gelegenheid binnen drie weken schriftelijk in vijfvoud op het antwoord van de tegenpartij te reageren (conclusie van repliek).

2. Het Arbitragebureau zendt de tegenpartij een afschrift van aanvragers reactie en stelt daarbij de tegenpartij in de gelegenheid op haar beurt binnen drie weken in vijfvoud daarop te antwoorden (conclusie van dupliek).
3. Het Arbitragebureau zendt de aanvrager een afschrift van de conclusie van dupliek en stelt - in geval een tegenvordering is ingesteld - de aanvrager in de gelegenheid binnen drie weken in vijfvoud daarop te reageren (conclusie van dupliek in reconventie), waarvan het Arbitragebureau de tegenpartij na ontvangst een afschrift toezendt.
4. De in dit artikel genoemde conclusies kunnen door middel van schriftelijke telecommunicatie en langs elektronische weg als bedoeld in artikel 1072b Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering worden ingediend.

ARTIKEL 10 WIJZIGING VAN INGESTELDE VORDERINGEN

1. Partijen kunnen hun ingestelde vordering respectievelijk tegenvordering uiterlijk bij repliek respectievelijk dupliek verminderen, veranderen of vermeederen, tenzij naar het oordeel van de Arbitragecommissie daardoor de wederpartij in haar verdediging onredelijk wordt bezwaard of de procedure onredelijk wordt vertraagd.
2. Vermindering, verandering of vermeederen van ingestelde vorderingen respectievelijk tegenvorderingen brengt geen wijziging in de samenstelling van (een) eenmaal benoemde Arbitragecommissie(s).

ARTIKEL 11 ARBITRAGEKOSTEN BIJ INTREKKING VORDERINGEN

Indien vóór de benoeming van arbiters de vordering en de eventuele tegenvordering worden ingetrokken, is de aanvrager een door het Arbitragebureau vast te stellen bedrag aan kostenvergoeding verschuldigd.

ARTIKEL 12 BENOEMING ARBITRAGECOMMISSIE

1. Nadat de schriftelijke procedure is voltooid, benoemt het Arbitragebureau, rekening houdende met de aard van het geschil, de Arbitragecommissie.
2. Het Arbitragebureau geeft de benoemde arbiter(s) zo spoedig mogelijk bericht van hun benoeming. Zij dienen het Arbitragebureau zo spoedig mogelijk schriftelijk te berichten of zij hun benoeming aanvaarden.
3. Het Arbitragebureau deelt zo spoedig mogelijk aan partijen de samenstelling van de Arbitragecommissie mede en zendt de betrokken arbiter(s) ter verdere behandeling een exemplaar van de door partijen ingediende stukken.
4. Indien een aangewezen arbiter zijn benoeming niet aanvaardt of zijn taak niet kan uitoefenen, benoemt het Arbitragebureau zo spoedig mogelijk een ander in zijn plaats.
5. Indien de vervanging van een arbiter na de eerste zitting plaats heeft, wordt opnieuw een zitting gehouden, tenzij beide partijen desgevraagd tegen de voortzetting van de behandeling geen bezwaar hebben.

ARTIKEL 13 WRAKING VAN ARBITERS

1. Arbiters kunnen worden gewraakt in overeenstemming met de bepalingen van dit artikel indien gerechtvaardigde twijfel bestaat aan zijn onpartijdigheid of onafhankelijkheid, alsmede op grond:
 - a) dat de arbiter vennoot is van of op enigerlei wijze werkzaam voor of betrokken is bij de onderneming van één der partijen,
 - b) dat de arbiter in hetzelfde geschil als adviseur of deskundige heeft gefungeerd,
 - c) dat er een proces of arbitrage loopt tussen één der partijen en de arbiter, diens vrouw, hun bloedverwanten of aangehuwden in de rechte linie,alles ongeacht of deze gronden vóór of na de benoeming van de arbiter(s) zijn opgekomen.

2. De partij die een arbiter wil wraken, dient dit op straffe van verval van recht binnen één week na van de benoeming op de hoogte te zijn gesteld respectievelijk na het aan haar bekend worden van een nadien opgekomen grond tot wraking, schriftelijk aan het Arbitragebureau te berichten met vermelding van de gronden voor de wraking. De behandeling van de arbitrage wordt hierdoor geschorst, totdat over de wraking is beslist.
3. Het Arbitragebureau zendt van het ontvangen schrijven terstond afschriften aan de gewraakte arbiter en aan de wederpartij, die daarover binnen één week na ontvangst aan het Arbitragebureau schriftelijk hun berusting of gemotiveerde afwijzing moeten doen toekomen, bij gebreke waarvan zij geacht worden in de wraking te berusten.
4. Het Arbitragebureau bericht partijen zo spoedig mogelijk of de gewraakte arbiter(s) en de wederpartij al dan niet in de wraking hebben berust.
5. Indien de gewraakte arbiter in de wraking berust, zal de betreffende arbiter in de betreffende zaak niet als arbiter fungeren.
6. Trekt een gewraakte arbiter zich terug, dan impliceert dit niet aanvaarding van de gegrondheid van de redenen tot wraking.
7. Indien de gewraakte arbiter de wraking afwijst, dient de wrakende partij een verzoek tot wraking bij de daartoe bevoegde rechter in te dienen.
8. In de plaats van de gewraakte arbiter benoemt het Arbitragebureau een andere arbiter.

ARTIKEL 14 VERDERE PROCEDURE

1. De Arbitragecommissie bepaalt met inachtneming van het in dit reglement bepaalde de wijze waarop de arbitrage zal worden gevoerd.
2. De Arbitragecommissie bepaalt plaats en datum van de zitting van de Arbitragecommissie en nodigt partijen en hun eventuele raadsman uit ter zitting aanwezig te zijn.
3. De Arbitragecommissie is bevoegd getuigen en deskundigen te horen.
4. De Arbitragecommissie kan ter zitting trachten partijen alsnog tot een schikking te brengen.

ARTIKEL 15 ARBITRAAL VONNIS

1. Arbiters doen uitspraak als goede personen naar billijkheid.
2. Het vonnis dient binnen een redelijke termijn te worden gewezen.
3. Arbiters bepalen in hun vonnis de kosten van de arbitrage, waaronder begrepen een vergoeding voor arbiters, het Arbitragebureau en eventuele deskundigen, alsmede ten laste van welke partij deze kosten komen en veroordelen deze partij tot betaling van het bedrag dier kosten aan de wederpartij, indien deze laatste die kosten als voorschot aan arbiters heeft voldaan.
4. Arbiters kunnen op vordering van één der partijen de wederpartij veroordelen tot vergoeding aan de wederpartij van de door deze gemaakte kosten terzake van rechtsbijstand en oproeping van getuigen.
5. De voorzitter-arbiter draagt ervoor zorg, dat zo spoedig mogelijk een origineel van het arbitraal vonnis per aangetekende post aan partijen wordt verzonden.

Aldus vastgesteld te 's-Gravenhage in de maand juni 2018.

NAO (Nederlandse Aardappel Organisatie)

Ir. D. Hylkema, MBA (directeur)

LTO Nederland

Dr. Ir. J.H van Wenum (voorzitter LTO Vakgroep Akkerbouw)

VAVI (Vereniging voor de Aardappelverwerkende Industrie)

P.H. Merckens

NAV (Nederlandse Akkerbouw Vakbond)

Ing. T.S. de Jong (voorzitter)

III BIJLAGE BIJ DE ALGEMENE HANDELSVOORWAARDEN POOTAARDAPPELEN 2018

De volgende bepaling is van toepassing in de situatie dat de koper de pootaardappelen snijdt of laat snijden.

Indien bij gebruik van gesneden pootgoed poters niet opkomen en/of niet tot volwaardige productie komen, verder te noemen 'missers', worden klachten slechts in behandeling genomen indien in niet gesneden pootgoed van hetzelfde partijnummer ook klachten over missers voorkomen. De klachten worden afgehandeld conform art. 35 van de Algemene Handelsvoorwaarden Pootaardappelen 2018 met dien verstande dat het percentage missers in gesneden pootgoed dat de basis vormt voor de schadeloosstelling het percentage missers in een niet gesneden deelpartij van hetzelfde partijnummer niet kan overschrijden.

IV TOELICHTING OP DE ALGEMENE HANDELSVOORWAARDEN POOTAARDAPPELEN 2018 EN HET BIJBEHOREND ARBITRAGEREGLEMENT

INLEIDING

De Algemene Handelsvoorwaarden Pootaardappelen 2018 is de opvolger van de NAO Handelsvoorwaarden Pootaardappelen 2015 en gezamenlijk vastgesteld en ondertekend door de Nederlandse Aardappelorganisatie (NAO), LTO Nederland, de Vereniging voor de Aardappelverwerkende Industrie (VAVI) en de Nederlandse Akkerbouw Vakbond (NAV).

De Algemene Handelsvoorwaarden Pootaardappelen 2018 en het bijbehorend Arbitragereglement hebben dezelfde vorm behouden met één set voorwaarden en één Arbitragereglement geldend voor zowel transacties tussen telers (pootgoed vermeerderders zowel als consumptieaardappeltelers) en handelaren als voor transacties tussen handelaren onderling.

De Algemene Handelsvoorwaarden Pootaardappelen 2018 treden per 1 juli 2018 in werking. Dat betekent dat per 1 juli 2018 een verwijzing op nota's, briefpapier of (ver)koopbevestigingen naar deze voorwaarden moet zijn opgenomen en dat de koper op de hoogte moet worden gesteld van de inhoud van deze voorwaarden. Geadviseerd wordt dit bij voorkeur schriftelijk te doen waarbij u zich ervan overtuigt dat de koper daadwerkelijk de voorwaarden heeft ontvangen.

DE VOORWAARDEN

In artikel 2 is opgenomen dat partijen kunnen afwijken van deze voorwaarden. De onderstaande omschrijvingen van de vernieuwingen zijn bedoeld als toelichting. Geldend zijn de artikelen in de Algemene Handelsvoorwaarden Pootaardappelen 2018.

In het artikel 35 'Missers en schadeloosstelling' vervallen lid 6 en 7. Toegevoegd aan lid 5 met de schadetabel, is de bepaling dat bij minder dan 6 % missers, de koper geen recht heeft op een schadevergoeding. Toegevoegd is tevens dat indien het percentage missers 50 % of meer is, de schadevergoeding het factuurbedrag bedraagt.

HET ARBITRAGE-REGLEMENT

In artikel 55 van de Algemene Handelsvoorwaarden Pootaardappelen 2018 is een arbitraal beding opgenomen dat alle geschillen, betrekking hebbende op overeenkomsten, waarop deze voorwaarden van toepassing zijn, onderworpen zijn aan arbitrage, zoals deze is geregeld in het bijbehorend Arbitragereglement. Het Arbitragereglement is aangepast aan de Wet van 2 juni 2014 tot wijziging van boek 6 en boek 10 van het Burgerlijk Wetboek en het vierde boek van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering in verband met de modernisering van het arbitragerecht. Deze wet is in werking getreden met ingang van 1 januari 2015.

Wanneer arbitrage gewenst wordt dient ten spoedigste contact te worden opgenomen met het Arbitragebureau gevestigd bij het Instituut voor Agrarisch Recht te Wageningen (Postbus 245, 6700 AE WAGENINGEN, 0317-424181). Een arbitrageaanvraag en overige conclusies kunnen via elektronische weg aangebracht worden. De stukken dienen daarnaast schriftelijk in vijfvoud te worden toegezonden. Correspondentie kan via e-mail plaatsvinden indien partijen hebben aangegeven langs deze weg bereikbaar te zijn.

Volgens artikel 4 van het Arbitragereglement kunnen qua geldsom kleinere geschillen behandeld worden door één voorzitter-arbiter.

Met nadruk wordt gewezen op de in artikel 5 voorgeschreven termijnen voor het aanvragen van arbitrage in eerste aanleg en in hoger beroep. Belangrijk zijn voorts de artikelen 6 en 8 die voorschrijven hoe de arbitrage-aanvraag moet luiden en wat het verweerschrift allemaal moet bevatten. Van degene die arbitrage aanvraagt, zal door het Arbitragebureau een voorschot worden verlangd.

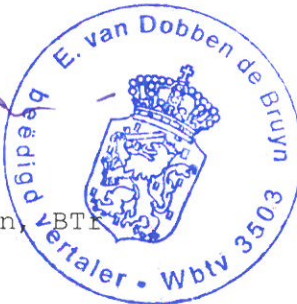
Arbiters zullen beslissen als goede personen naar billijkheid, terwijl in het arbitraal vonnis o.a. wordt vastgesteld hoeveel de arbitragekosten bedragen en welke partij deze geheel of voor een bepaald deel krijgt te dragen. Het vonnis wordt per aangetekend schrijven naar partijen verzonden en niet meer gedeponneerd bij de Rechtbank .

GEWAARMERKTE VERTALING

E.H. van Dobben de Bruyn, beëdigd vertaalster voor de Franse, Engelse en Nederlandse taal bij de Arrondissementsrechtbank te 's-Hertogenbosch, ingeschreven in het Register beëdigde tolken en vertalers onder Wbtv-nummer 3503, verklaart hierbij dat de door haar vervaardigde vertaling volledig is en inhoudelijk naar haar beste weten overeenstemt met de brontekst die aan onderhavige vertaling gehecht is.

23-9-2021

E.H. van Dobben de Bruyn, BT



TRADUCTION ASSERMENTÉE

Par la présente, je soussignée, E.H. van Dobben de Bruyn, traductrice assermentée pour les langues française, anglaise et néerlandaise auprès du Tribunal de grande instance de Bois-le-Duc, Pays-Bas, inscrite au Registre néerlandais des interprètes et traducteurs assermentés (*Register beëdigde tolken en vertalers*) sous le numéro Wbtv 3503, j'atteste que la traduction du texte ci-joint est une traduction fidèle et fiable et qu'elle est certifiée conforme.

E.H. van Dobben de Bruyn, BT

23-9-2021

